

DU CONCOURS DES QUOTITÉS DISPONIBLES

DANS NOTRE DROIT CIVIL MODERNE

PAR

PIERRE ALIZON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*soutenue publiquement dans la Salle des actes de la Faculté de Droit
le 22 Juin 1905*

JURY D'EXAMEN

MM. LAISNÉ DES HAYES, Professeur, Président de la Thèse

GUILLOUARD, Professeur

DEBRAY, Professeur

NANTES

IMPRIMERIE MODERNE — JOUBIN & BEUCHET FRÈRES

24 - Rue du Calvaire - 24

1905

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548417_0010

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DU CONCOURS DES QUOTITÉS DISPONIBLES

DANS NOTRE DROIT CIVIL MODERNE

PAR

PIERRE ALIZON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*soutenue publiquement dans la Salle des actes de la Faculté de Droit
le 22 Juin 1905*

JURY D'EXAMEN

MM. LAISNÉ DES HAYES, Professeur, Président de la Thèse

GUILLOUARD, Professeur

DEBRAY, Professeur



NANTES

IMPRIMERIE MODERNE — JOUBIN & BEUCHET FRÈRES

24 - Rue du Calvaire - 24

1905

INTRODUCTION

L'article 544 du Code civil dispose que « la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue... », et ce droit d'entière disposition qu'il reconnaît au propriétaire est la conséquence même de la nature du droit de propriété qui est le type le plus complet du pouvoir que l'on puisse avoir sur les choses.

Le droit de propriété présente, en effet, deux caractères essentiels : il est perpétuel et entraîne, pour le propriétaire, un droit d'entière disposition sur la chose qui en fait l'objet.

Il est tout d'abord perpétuel, c'est-à-dire que sa durée se mesure à la durée même de la chose sur laquelle il existe. Il est, en effet, de l'essence du droit de propriété de reposer sur une chose, et, par suite, il apparaît comme rationnel et logique que la durée de ce droit se mesure à celle de son objet et

non pas à celle de la vie de celui qui en est le titulaire. Il résulte de là que, lorsque le droit de propriété portera sur des objets mobiliers, il n'aura que la durée ordinairement éphémère de ces objets eux-mêmes. Au contraire, il sera d'une durée illimitée, et bien réellement perpétuel, lorsqu'il portera sur la terre dont la durée est éternelle, sous la seule réserve des révolutions géologiques du globe.

De la propriété, ainsi définie et envisagée sous le rapport de sa perpétuité, l'hérédité découle logiquement, car, lorsque le propriétaire est décédé, si son droit de propriété lui survit, à raison de sa nature, il faut bien que quelqu'un le remplace dans l'exercice de ce droit. L'hérédité *ab intestat* a donc sa source dans l'essence même du droit de propriété qui, perpétuel, continue rationnellement d'exister au profit des héritiers que la loi, d'accord avec la nature, appelle à continuer la personnalité juridique du défunt.

C'est même cette certitude de transmettre à ses héritiers le droit de propriété qu'on a acquis sur les choses, par son travail, qui est le meilleur stimulant de l'activité humaine, celui qui incite le plus l'homme à s'efforcer d'acquérir des richesses. On peut dire que c'est là l'argument économique fondamental en faveur du maintien de l'hérédité, dont la légitimité a été contestée dans le cours du XIX^e siècle par diverses écoles et, notamment, par l'Ecole Saint-

Simonienne, conformément à la formule célèbre qu'elle avait adoptée : « à chacun selon sa capacité ; à chaque capacité selon ses œuvres ». La formule était certainement séduisante, mais elle méconnaissait et le caractère du droit de propriété et les aspirations les plus intimes de la nature humaine, qui sont de réserver pour soi et les siens les résultats de sa « capacité » et de son travail.

Juridiquement donc, et abstraction faite de toutes considérations économiques, la perpétuité du droit de propriété justifie l'hérédité.

Nous allons trouver, dans le second caractère essentiel du droit de propriété, la justification du droit de tester.

Le droit de propriété entraîne, au profit du propriétaire, un droit d'absolue disposition sur la chose.

M. Gide, dans ses *Principes d'Économie politique* (1), fait toutefois remarquer que ce droit de libre disposition n'est apparu qu'assez tardivement.

Tout d'abord, le propriétaire a eu la faculté de faire valoir son droit par lui-même ou par autrui.

Puis ensuite, il put en disposer par donation. Ce droit apparut même assez rapidement, au moins en ce qui concerne les objets mobiliers.

Puis vient le droit de vendre et de louer, et

(1) Gide, *Principes d'Économie politique*, p. 401.

enfin, en dernier lieu, celui de léguer, de disposer de son bien par un acte de dernière volonté, un testament, au profit des personnes de son choix (1).

Il est à remarquer, en effet, que le droit de tester ne se confond nullement avec le droit d'hérédité. Sans doute, ils ont l'un et l'autre une origine juridique commune : le droit perpétuel de propriété. Mais, leur origine ne les empêche pas de se trouver en conflit. Il ont été d'abord en opposition dans les sociétés primitives, où le droit de tester contrariait l'hérédité *ab intestat* qui trouvait alors sa raison d'être et sa justification dans la copropriété familiale.

Ils sont encore en lutte dans nos législations modernes, et notamment dans la législation française, actuellement consacrée par le Code civil. En effet, ce Code consacre l'existence d'héritiers réservataires, et l'existence d'un droit de réserve au profit de certaines personnes dans la succession d'une autre fait entrer en antagonisme ces deux idées : d'une part, celle de la propriété individuelle progressivement élargie jusqu'à faire admettre la liberté de tester ; d'autre part, l'idée de l'antique propriété familiale amenant avec elle la règle de la conservation des biens dans les familles.

(1) D'après M. Fustel de Conlanges, le droit de tester ne fut reconnu à Athènes qu'au VI^e siècle avant J.-C., sous Solon, et à Sparte, au commencement du IV^e siècle. Il n'est pas établi qu'il ait été admis à Rome avant la loi des XII Tables, qui le soumet à des formalités nombreuses et compliquées.

On peut s'étonner que le Code civil, issu des principes de la Révolution, ait voulu consacrer le principe de la conservation des biens dans les familles par l'admission d'une réserve. Mais, la contradiction n'est qu'apparente, elle s'explique par ce fait, que les rédacteurs du Code n'ont vu, dans la liberté de tester, qu'un moyen de ressusciter le droit d'aînesse, et au contraire, dans la succession *ab intestat* obligatoire, qu'un moyen d'assurer l'égalité des parts entre les enfants.

D'autre part, si le législateur du Code civil a limité le droit de disposition du propriétaire au profit de certaines personnes, c'est aussi parce que ces personnes lui ont paru particulièrement favorables, comme ayant, par suite de leur situation dans la famille, des liens de parenté très étroits avec le défunt et puisant dans cette parenté un droit à recueillir une partie des biens laissés par leur parent.

« Il existe, dit à ce sujet le savant doyen de la Faculté de Bordeaux, M. Baudry-Lacantinerie, certains parents auxquels nous devons une partie de nos biens, parce qu'ils leur sont naturellement destinés : ce sont les descendants et les ascendants, ceux à qui nous avons donné la vie et de qui nous la tenons. De notre vivant, la loi nous oblige à leur fournir des aliments s'ils sont dans le besoin, elle leur réserve pour après notre mort une certaine partie de nos biens, dont

elle ne nous permet pas de les dépouiller par des dispositions à titre gratuit (1) ».

Il y a donc certaines personnes qui ne peuvent être dépouillées complètement par des dispositions à titre gratuit (2). La portion du patrimoine qui leur est ainsi réservée prend le nom de *réserve*, et l'autre portion, sur laquelle le propriétaire conserve le droit d'entière et libre disposition qu'implique la propriété, prend le nom de *quotité disponible*.

L'importance de cette quotité disponible est essentiellement variable, d'une part, suivant l'étendue du droit de réserve reconnu au profit des héritiers réservataires, et d'autre part, suivant la qualité de ces héritiers réservataires.

Notre Droit civil actuel admet, en effet, plusieurs quotités disponibles. C'est tout d'abord la quotité disponible que nous qualifierons de quotité disponible de droit commun, dont les articles 913 et 914 du Code civil précisent l'étendue variable suivant les cas.

Article 913, § 1^{er}, Code civil : « Les libéralités soit par des actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant,

(1) Baudry-Lacantinerie. Précis de Droit civil, T. II, n° 391.

(2) La loi en effet n'interdit pas l'aliénation à titre onéreux du patrimoine qui implique d'ailleurs que la chose aliénée est remplacée par un équivalent dans le patrimoine.

s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime ; le tiers s'il laisse deux enfants ; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre. »

Article 914 (1) : « Les libéralités par acte entre vifs ou par testament ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle, et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne.

» Les biens ainsi réservés au profit des ascendants seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder ; ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne donnerait pas la quotité des biens à laquelle elle est fixée. »

De ces textes, il résulte que lorsqu'il y a des descendants, la quotité disponible est de la moitié du patrimoine lorsqu'il n'y a qu'un seul enfant, du tiers de ce même patrimoine, lorsqu'il y a deux enfants, et du quart lorsqu'il y en a trois ou un plus grand nombre. S'il n'y a pas de descendants, mais seulement des ascendants, le disponible est des trois quarts de la succession, s'il n'y a des ascendants que dans une seule ligne, et de la moitié seulement de cette succession s'il y a des ascendants dans les deux lignes.

(1) Ce texte, qui portait autrefois le n° 915, a pris le n° 914 depuis la loi du 25 mars 1896 sur les droits successoraux des enfants naturels.

Le disponible dont nous venons de déterminer l'étendue, avec les articles 913 et 914 Code civil, est le disponible du droit commun, mais ce n'est pas le seul. Tout d'abord, comme la plupart des législations modernes, le Code civil a établi un disponible spécial entre époux. Les rédacteurs de ce Code ont pensé, non sans raison, que la faveur due au mariage et aussi la nature toute spéciale des relations entre époux devaient motiver l'établissement d'un disponible particulier. On a fait remarquer, d'autre part, que l'époux mérite une faveur exceptionnelle non seulement en raison de sentiments d'affection, de dévouement et de reconnaissance dont le mariage est la source, mais encore en raison de l'obligation de secours et d'assistance qui existait juridiquement pendant le mariage (Argument article 212 Code civil) et qui lui survit (au moins à titre d'obligation naturelle) après sa dissolution.

C'est, en effet, pour l'époux prémourant, une véritable dette que d'assurer dans la mesure du possible, à son époux survivant, la continuation, pendant le veuvage, du train de vie dont ils ont joui ensemble dans le cours de leur union. A ce point de vue, tout spécial au mariage, le législateur devait être amené à étendre, en faveur du conjoint, le disponible ordinaire.

Mais, à un autre point de vue, il était à craindre que le conjoint donataire ne se remariât et qu'il fût

d'autant plus porté à contracter une nouvelle union que la première avait été moins féconde. Enfin, quel que soit le nombre des enfants issus du mariage, les besoins de l'époux survivant seront toujours les mêmes : il n'y avait donc pas lieu de laisser subsister dans notre matière la progression qui fait varier le montant de la quotité disponible avec le nombre des enfants. La quotité disponible, entre époux, présentant à bien des égards un caractère alimentaire, doit par suite être déterminée d'une façon uniforme pour tous les cas.

Ce sont ces considérations qui nous paraissent avoir guidé le législateur dans la fixation du disponible entre époux, tel qu'il résulte des articles 1094 et 1098 du Code civil ainsi conçus : Article 1094. — « L'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit » pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait » point d'enfants ni descendants, disposer en faveur » de l'autre époux, en propriété, de tout ce dont il » pourrait disposer en faveur d'un étranger (1).

(1) Le texte du § 1^{er} de l'article 1094 est celui qui résulte de la loi du 14 février 1900. L'ancien texte du § 1^{er} de l'article 1094 ajoutait : «... et en outre de l'usufruit de la totalité de » la portion dont la loi prohibe la disposition au profit des » héritiers. » Cette partie du Code civil a été supprimée par le législateur de 1900, par suite de cette considération très équitable que l'article 1094 ramenait à un quart, en nue-propriété, la réserve des ascendants que l'ancien article 915 du Code civil (aujourd'hui l'article 914) fixait à un quart en pleine propriété.

» Et pour le cas où l'époux donateur laisserait
» des enfants ou descendants, il pourra donner à
» l'autre époux, ou un quart en propriété et un
» autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses
» biens en usufruit seulement. »

Article 1098. — « L'homme ou la femme qui,
» ayant des enfants d'un autre lit, contractera un
» second ou subséquent mariage, ne pourra donner à
» son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le
» moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces
» donations puissent excéder le quart des biens ».

Il résulte de ces textes que si l'époux donateur n'est pas remarié, et qu'il ne laisse comme héritiers réservataires que des ascendants, il a pu valablement disposer, au profit de son conjoint, de tout ce dont

Cette transformation de la réserve en pleine propriété en réserve en nue-propriété était d'autant plus injuste que, dans l'immense majorité des cas, l'époux usufruitier est plus jeune que l'héritier réservataire, d'ordinaire un ascendant fort avancé en âge, exposé à mourir bien avant le conjoint usufruitier.

C'est pour écarter ce résultat injuste que la loi du 14 juillet 1900 a été votée. Elle est due à une proposition de loi de M. Hervieu, député, et de plusieurs de ses collègues, déposée le 22 Juillet 1890 (*Journal Officiel*, session parlementaire d'avril 1891, p. 683 et de février 1892). Notons toutefois que l'article 2 de la loi dispose : « Conserveront leur plein et entier effet, les
» dispositions constatées par contrat de mariage antérieur à la
» promulgation de la présente loi, contenant donation de l'usu-
» fruit de la totalité ou de la partie de la portion dont la loi
» prohibe la disposition au profit des ascendants. »

il aurait pu disposer au profit d'un étranger. (Article 1094, § 1^{er}, modifié par la loi du 14 février 1900).

Si ce même époux laisse comme héritiers réservataires des descendants au lieu d'ascendants, il peut disposer, au profit de son conjoint, ou d'un quart en pleine propriété et d'un quart en usufruit, ou d'une moitié en usufruit seulement.

Dans le cas où le conjoint donateur est remarié en secondes noces, et où il y a des enfants du premier mariage, il ne peut donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et sans que jamais cette part puisse excéder le quart des biens. La loi part donc du principe que le second conjoint doit être assimilé à un enfant, et qu'il peut, par conséquent, recevoir autant qu'un enfant, sous la double restriction, toutefois :

a) Que s'il y a plusieurs enfants avantagés, la part du nouvel époux ne pourra pas être supérieure à celle de l'enfant qui prend le moins ;

b) Qu'en aucun cas, la part du nouveau conjoint ne pourra dépasser le quart des biens.

Ces dispositions restrictives de la quotité disponible entre époux, en cas de seconds mariages, s'expliquent par la volonté du législateur de sauvegarder autant que possible les droits et intérêts des enfants du premier lit, qui pourraient être compromis par le désir de leur auteur qui se remarie, de complaire avant tout à son nouveau conjoint.

Aux quotités disponibles diverses, dont nous venons de reconnaître l'existence, la loi récente du 25 mars 1896, sur les droits successoraux des enfants naturels, est venue en ajouter une nouvelle.

L'article 3 de cette loi a, en effet, modifié de la façon suivante l'article 908 du Code civil :

« Les enfants naturels, légalement reconnus, ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs, et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

» Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant ?

» Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764. »

De ce texte, il résulte que l'auteur d'un enfant naturel, légalement reconnu, jouit à l'égard de cet enfant d'un disponible tout spécial, absolument distinct de ceux que nous avons rencontrés jusqu'ici.

Ce disponible, en cas de donation entre vifs, est

égal à la part successorale qui est actuellement attribuée aux enfants naturels, par la loi du 25 mars 1896, qui a notablement modifié à ce point de vue les articles 758 et 759 du Code civil (1).

Si la libéralité au profit de l'enfant est réalisée par legs, le disponible au profit de l'enfant naturel est en principe le disponible de droit commun, sous cette seule restriction importante, que l'enfant naturel ne peut jamais recevoir plus d'une part d'enfant légitime le moins prenant.

Il résulte, de tous les développements qui précèdent, qu'il y a dans notre droit moderne plusieurs disponibles :

1° Le disponible ordinaire dont on peut gratifier une personne quelconque (articles 913 et suivants Code civil) qui existe par rapport aux enfants ou descendants légitimes et par rapport aux ascendants ;

2° Le disponible spécial entre époux, variable lui-même, suivant les dispositions des articles 1094 et 1098 Code civil ;

3° Le disponible en faveur de l'enfant naturel qui varie selon que la disposition faite à son profit est une donation entre vifs ou une donation testamentaire.

(1) Nous reproduirons plus loin ces textes dans le cours de notre travail.

L'existence de ces disponibles multiples soulèvent naturellement les questions suivantes :

Peuvent-ils d'abord se cumuler de telle sorte que le disposant puisse user de l'ensemble des biens qu'ils représentent ?

A supposer que le cumul ne soit pas possible, faut-il admettre du moins la combinaison de ces divers disponibles, et d'après quelles règles, à supposer qu'elle soit possible, cette combinaison doit-elle s'effectuer ?

Enfin, le principe de la combinaison des quotités disponibles une fois établi, les règles d'après lesquelles cette combinaison doit s'effectuer étant déterminées, la question se pose de savoir comment devra s'opérer la réduction des libéralités qui excéderaient le maximum des quotités disponibles combinées ?

La sanction de la réserve est, en effet, l'action en réduction qui permet de limiter en tout ou en partie les libéralités dont le chiffre dépasse la quotité disponible et entame par suite la réserve.

Cumul ou non cumul, combinaison de quotités disponibles suivant les règles à dégager, réduction des libéralités excédant les quotités disponibles, telles sont les délicates questions que soulève notre matière et que nous nous proposons d'étudier successivement dans le cours de notre travail.

CHAPITRE PREMIER

Non cumul des quotités disponibles diverses

Il résulte de la combinaison des lois du 17 nivôse an II (articles 13, 14 et 16) et du 18 pluviôse an V (article 6), que le législateur de l'époque intermédiaire avait admis la possibilité du cumul de la quotité disponible ordinaire et de la quotité disponible spéciale entre époux.

Cette solution était acceptable, par suite du peu d'importance de la quotité disponible admise par la loi de nivôse. L'article 16 de cette loi disposait, en effet, que l'« application de ses dispositions ne faisait point obstacle pour l'avenir » à la faculté de disposer du dixième de son bien, si l'on a des héritiers en ligne directe, ou du sixième, si l'on n'a que des héritiers en ligne collatérale (1).

(1) Il est à noter que la loi de nivôse n'autorisait la disposition de la quotité disponible qu'au profit des étrangers. (Argu., article 9 de la loi).

Quant aux avantages entre époux, ils étaient permis, contrairement à la prohibition dont ils avaient fait l'objet dans la plupart des coutumes de notre ancien Droit ; mais, en présence d'enfants, ces avantages ne pouvaient consister qu'en usufruit, et, dans aucun cas, ils ne pouvaient dépasser la moitié des revenus, sous peine d'être réductibles à cette moitié.

Avec une pareille législation, le cumul n'avait rien de bien rigoureux pour les héritiers réservataires : ce n'était pas, en effet, les dépouiller que de laisser la moitié de l'usufruit de ses biens à son époux, et un dixième ou un sixième en propriété à un étranger.

Le cumul de la quotité disponible ordinaire et de la quotité disponible entre époux fut donc reconnu licite à la fois par le législateur dans les lois interprétatives du 22 ventôse an II et du 18 pluviôse an V et par le Tribunal de Cassation, par un arrêt du 22 messidor an V.

Les motifs qui avaient pu faire admettre la possibilité du cumul dans la législation intermédiaire ont disparu complètement avec cette législation. Tout d'abord, la quotité disponible ordinaire ayant été considérablement élevée par les articles 913 et suivants du Code civil, la possibilité du cumul des deux quotités, dans notre législation actuelle, aboutirait presque toujours à la suppression complète de la réserve que le législateur a entendu assurer à certains héritiers.

D'autre part, l'application du système du cumul conduirait à des résultats inadmissibles. Si l'on suppose, par exemple, que le disposant ne laisse qu'un enfant, il pourrait donner à un étranger moitié en propriété par application de l'article 913, et à son conjoint un quart en usufruit et un quart en propriété, par application de l'article 1094. Dans cette hypothèse donc, la réserve de l'enfant serait réduite à un quart en nue-propriété, ce qu'il n'est pas possible d'admettre.

Si nous supposons maintenant que le disposant n'a qu'un ascendant, le cumul des trois quarts en propriété disponible au profit d'un étranger, en vertu de l'article 913, avec les trois quarts en propriété et le quart en usufruit disponibles au profit de l'époux, en vertu de l'article 1094, aboutirait à la formation d'une quotité disponible spéciale totale de six quarts en propriété et d'un septième quart en usufruit, ce qui est une impossibilité mathématique. Enfin, pour écarter le cumul, on peut encore faire valoir ce motif, également péremptoire, que la même chose ne peut pas être donnée deux fois. Dans la pensée des rédacteurs du Code, en effet, le disponible entre époux n'est pas autre chose que le disponible ordinaire, auquel il est ajouté une quotité spéciale en usufruit. C'est ce qui résulte très nettement des termes mêmes de l'article 1094 qui dispose, dans son alinéa 1^{er}, que : « L'époux pourra... pour le cas où il ne laisserait point

d'enfants ou descendants, disposer en faveur de l'autre époux, en propriété, de *tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et en outre* de l'usufruit de la totalité de la portion... »

Le second alinéa de l'article 1094, relatif au cas où il y aurait des enfants du mariage, doit être considéré comme aussi explicite, par suite des incidents de sa rédaction. Il reproduisit exactement, en effet, l'article 151 du projet de l'an VIII qui assurait à l'époux un quart en propriété et un quart en usufruit, c'est-à-dire, en réalité, le disponible ordinaire en propriété, tel que le fixait l'article 16 du projet, et, en outre une portion en usufruit à prendre sur la réserve des enfants. Or, dans l'état actuel des textes, tels qu'ils résultent de la rédaction définitive du Code civil, le quart en propriété de l'article 1094, alinéa 2°, doit être considéré comme étant encore le disponible de l'article 913, en tout ou en partie ; on ne peut donc pas le donner deux fois.

Les raisons que nous venons d'exposer sont décisives en faveur de l'impossibilité du cumul des deux quotités disponibles. Au lendemain de la promulgation du Code civil, quelques hésitations se produisirent tout d'abord à cet égard dans la jurisprudence. C'est ainsi que la Cour d'Agen, dans un arrêt du 27 août 1810, admit nettement la possibilité du cumul, en décidant qu'un père laissant plus de trois enfants pouvait donner un quart en toute propriété à l'un de

ses enfants, et, en outre, la moitié de l'usufruit de tous ses biens, ou un quart en propriété et un quart en usufruit à sa femme, sauf à faire porter la moitié de l'usufruit des biens tant sur les biens donnés que sur les biens non disponibles (1).

Cette solution, manifestement contraire au texte et à l'esprit du Code civil, ne pouvait prévaloir. Elle est aujourd'hui complètement abandonnée, et les auteurs et la jurisprudence s'accordent à reconnaître l'impossibilité absolue du cumul des deux quotités (2).

(1) Agen, 27 août 1810, S. chr.

(2) Voyez notamment en ce sens : Toulouse, 20 juin 1809, S. et P. chr. ; Cass., 21 juillet 1813, S. chr., 7 janvier 1824, S. chr. ; Cass., 9 janvier 1849, S. 49.2.80, D. 49.2.51 ; Cass., 7 mars 1849, S. 49.1.338, D. 49.1.95 ; Trib. Seine, 24 février 1890 ; *Gazette des Tribunaux*, 28-29 avril 1890 ; Grenier, *Traité des Donations et des Testaments*, t. III, n° 584 ; Delvincourt, *Cours de Code civil*, t. II, p. 221 ; Toullier, *Droit civil français suivant l'ordre du Code*, n° 870 ; Duranton, *Cours de Droit français*, t. IX, n° 793 ; Coin-Delisle, *Commentaire du Livre III*, titre II du Code civil, sur l'article 1094, n° 14 ; Benech, *De la Quotité disponible entre Epoux*, p. 195 ; Troplong, *Traité des Donations et des Testaments*, t. IV, n° 2.581 ; Proudhon, *De l'Usufruit*, t. I, n° 356 ; Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, sur l'art. 1100, n° 2 ; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, t. IV, n° 281 bis ; Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. VII, § 689, p. 261, texte et note 16 ; Demolombe, *Cours du Code Napoléon*, t. XXIII, n° 509 ; Laurent, *Principes de Droit civil français*, t. XV, n° 359 ; Requier, *De la Combinaison des articles 913 et 1094 du Code civil*, *Revue historique du Droit français et étranger*, 1864, t. X, p. 98-120 ; Zachariæ, *Cours de Droit civil français*, t. IV, § 688, p. 568 *in fine*.

CHAPITRE II

Du Concours des Quotités disponibles des Articles 913 et 914 Code civil d'une part, 1094 et 1098 d'autre part.

L'accord qui règne dans la doctrine et la jurisprudence pour proscrire le cumul des deux quotités disponibles des articles 913 et 914 et 1094 et 1098 Code civil, existe encore sur le principe du concours de ces deux quotités. Les auteurs et la Jurisprudence s'accordent tous, en effet, à reconnaître que ces deux quotités doivent être combinées et qu'un concours peut être établi entre elles. Mais l'accord unanime sur le principe lui-même n'empêche pas les divergences les plus grandes et les plus profondes sur son application. Les systèmes les plus divers sont apparus sur ce sujet. M. Demolombe, après avoir constaté l'accord qui existe sur ce point,

que le disposant a la faculté de répartir les deux disponibles entre son conjoint et une tierce personne, ajoute que pour fixer les bases de cette répartition il y a trois règles principales, qui se rencontrent partout, dans les livres de la Doctrine comme dans les décisions de la Jurisprudence.

La première de ces règles est que le montant cumulé de ces dispositions faites par l'époux, soit en faveur de son conjoint, soit en faveur d'un de ses enfants ou d'un étranger, ne peut pas excéder la quotité disponible la plus forte.

La seconde règle est que chaque gratifié, soit l'époux, soit l'un des enfants ou l'étranger, ne peut recevoir au-delà de la quotité disponible qui lui est spécialement affectée par la loi.

Enfin, la troisième règle est que l'étranger ou l'enfant n'ont jamais le droit de profiter de l'augmentation de la quotité disponible établie par l'article 1094 Code civil, exclusivement en faveur de l'époux survivant (1).

Ces règles se retrouvent effectivement chez la plupart des auteurs, mais ils sont loin d'être d'accord

(1) Voy. Demolombe, *op. cit.*, t. XXIII, n° 510; voy. aussi dans le même sens Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 261 et suivantes; Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, t. II, n° 739; M. Laurent (t. XV, n° 342) déclare que dans le silence de la loi la question du concours des quotités est insoluble : nous allons voir qu'il y a dans cette assertion une très grande part d'exagération.

sur la portée et le sens à leur reconnaître. En réalité, il n'y a que la seconde qui soit admise à peu près sans controverses ; mais, pour le surplus, tout est contesté dans notre matière, ainsi que nous allons le voir.

Pour la clarté des développements qui vont suivre, il est indispensable de distinguer très nettement deux hypothèses :

1^o Celle où la quotité disponible ordinaire des articles 913 et 914 du Code civil est supérieure à la quotité spéciale de l'article 1094 ou 1098 ;

2^o Celle au contraire où la quotité spéciale des articles 1094 et 1098 est supérieure à la quotité disponible ordinaire des articles 913 et 915 Code civil (1).

(1) Dans la suite de nos développements, nous ne viserons plus que l'article 1094 Code civil, par la raison que la question du concours, théoriquement possible, aussi bien pour l'article 1098 que pour l'article 1094, ne peut pas se poser sérieusement en pratique pour le premier de ces textes ; au surplus, ce que nous disons à propos du concours des articles 913 et 1094 pourra être appliqué *a fortiori, mutatis mutandis*, au concours du disponible de l'article 1098 avec celui du même article 913. L'article 1098, en effet, n'est pas autre chose que l'article 1094 restreint par suite de la défaveur qui s'attache aux seconds mariages, et par la nécessité où se trouve le législateur de protéger les enfants issus de la première union. Comme on l'a dit, l'article 1098 est à l'article 1094 ce que celui-ci est à l'article 913, c'est-à-dire que

SECTION I

Le disponible ordinaire est supérieur au disponible entre époux

Cette hypothèse se réalisera dans le cas où le conjoint prédécédé ne laissera qu'un enfant ; dans ce cas, en effet, la quotité disponible de l'article 913 est de la moitié en pleine propriété, tandis que celle de l'article 1094 n'est que d'un quart en pleine propriété et d'un quart en usufruit.

La première question que fait naître cette hypothèse est celle de savoir si le disponible ordinaire peut être donné pour la totalité à l'époux survivant. Elle se ramène à rechercher quel est le véritable caractère de la disposition de l'article 1094 : est-ce une disposition impérative dont l'application doit rester strictement limitée aux termes dans lesquels elle est conçue, ou faut-il au contraire la considérer

de même que l'article 1094 est une exception à l'article 913, de même l'article 1098 est une exception à l'article 1094. On conçoit donc que les principes appliqués à la conciliation des articles 913 et 1094 s'appliquent aussi à la conciliation des articles 913 et 1098, sauf à tenir compte de la restriction apportée par ce dernier texte au disponible spécial entre époux.

comme une disposition toute de faveur pour l'époux survivant, de telle sorte que la quotité qu'elle fixe pourrait toujours être dépassée, dès l'instant que le droit commun assurerait à l'époux une situation plus favorisée.

MM. Aubry et Rau se sont prononcés en faveur du système qui ne voit dans l'article 1094 qu'une faculté introduite en faveur de l'époux, de telle sorte que ce serait violer l'esprit de la loi en prétendant que cette disposition leur enlève le droit de se prévaloir du droit commun, en matière de quotité disponible.

» L'article 1094, disent ces auteurs, dont les dispositions sont fondées sur la faveur qui s'attache aux rapports que le mariage établit entre les conjoints, a évidemment eu pour objet d'étendre les limites du disponible ordinaire. On doit en conclure que les époux peuvent, dans tous les cas, disposer au profit l'un de l'autre de la quotité des biens qu'ils auraient la faculté de donner à toute autre personne. Ainsi l'époux qui ne laisse qu'un seul enfant peut donner à son conjoint la moitié de tous ses biens en pleine propriété (1). »

En faveur de cette interprétation extensive donnée à l'article 1094, on a fait valoir les arguments

(1) Aubry et Rau, t. 7, § 689, p. 256, texte et note 5. Voy. dans le même sens Benech, *op. cit.* p. 101 et suiv.

suivants : on a invoqué tout d'abord les motifs qui ont amené le législateur à établir, en faveur des époux, une quotité disponible spéciale. L'article 1094, en effet, élève la quotité disponible entre époux au-dessus de la quotité disponible ordinaire, non seulement dans le cas où l'époux prédécédé ne laisse pas d'enfants, mais encore dans le cas où il laisse deux enfants ou un plus grand nombre. Un pareil traitement ne peut s'expliquer que par la faveur que méritent les rapports que le mariage crée entre les conjoints. «... Et s'il en est ainsi, disent encore MM. Aubry et Rau, on ne peut raisonnablement supposer que les rédacteurs du Code civil aient voulu, pour le seul cas de l'existence d'un enfant, réduire le disponible entre époux au-dessous du taux de la quotité disponible ordinaire. Le prétendre, c'est leur prêter une inconséquence d'autant plus choquante que, si la présence d'enfants avait dû être un motif de réduire le disponible entre époux, ce motif se présentait avec d'autant plus de force dans le cas d'existence de plusieurs enfants que dans celui de l'existence d'un enfant unique... (1) ».

A cet argument d'ordre rationnel, il a été ajouté que le principe général, consacré dans notre Droit par l'article 902 Code civil, est la pleine capacité de recevoir et de disposer, soit par donation entre vifs,

(1) Aubry et Rau, t. VII, § 689 et note 5, p. 256.

soit par testament. Or, la rédaction de l'article 1094 n'implique aucune restriction à ce principe général et essentiel. Ce texte s'exprime en des termes simplement permissifs : « l'époux pourra... », dispose-t-il, et ce langage est d'autant plus significatif, que c'est dans des termes très restrictifs que le législateur s'est toujours exprimé, pour limiter les libéralités entre époux, soit dans le Droit romain (1), soit dans notre Ancien Droit (2).

Or, cette rédaction permissive de l'article 1094, qui contraste si nettement avec les précédents historiques de notre matière, a traversé tous les projets et toutes les discussions du Code civil, sans soulever de critique et sans subir aucun changement.

Dans le projet Jacqueminot, présenté en thermidor an VIII, la quotité disponible ordinaire était réglée par l'article 16 ainsi conçu : « les donations soit entre vifs, soit à cause de mort, ne peuvent excéder le quart des biens du donateur s'il laisse après son décès des enfants ou descendants, ou des frères et sœurs ; les trois quarts, s'il laisse des oncles, grands-oncles ou cousins germains. »

Ainsi, en présence d'enfants, il y avait une quotité disponible fixe et invariable du quart des biens ;

(1) Voy. notamment la constitution 6 au *Code de Justinien, de secundis nuptiis*.

(2) Voy. notamment l'édit de 1562 sur les secondes noces et l'article 282 de la *Coutume de Paris*.

quant à la quotité disponible entre époux, elle était réglée, dans le projet, comme elle l'est aujourd'hui dans l'article 1094 qui reproduit littéralement l'article 151 du projet, sauf la substitution sans importance du futur « *pourra* », au présent « *peut* ».

Quand on compare l'article 151 avec l'article 16 ci-dessus, on voit que l'article 151 avait pour objet de rendre, dans tous les cas, la quotité disponible entre époux supérieure à la quotité disponible ordinaire, et cette intention du législateur est encore soulignée par l'article 17 du même projet, qui défendait de disposer en usufruit au-delà de la quotité disponible en propriété. A ce point de vue encore, le législateur consacrait, dans l'article 151, une disposition de faveur pour le conjoint, puisqu'il autorisait en sa faveur une disposition moitié en pleine propriété moitié en usufruit.

« Ces contrastes, disait un auteur, Benech⁽¹⁾, étaient tout à fait intentionnels... »

» En effet, le but unique de l'article 151 était bien d'étendre la liberté du défunt pour le cas où il faisait des dispositions gratuites en faveur de son conjoint. Par suite, tous les développements que pourrait recevoir la quotité disponible devaient profiter aux époux. L'article 151, disposition extensive, toute de faveur pour le conjoint survivant, ne pouvait faire obstacle à ce résultat. »

(1) Voy. Benech, *op. cit.*

En faveur de l'opinion que nous exposons, on invoque encore un incident de la discussion au Conseil d'Etat. Quand on arriva à l'article 176 du projet, qui, pour le cas de second mariage, ne permettait de donner au nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et en usufruit seulement, le consul Cambacérès fit observer qu'on pouvait permettre de lui donner cette part d'enfant en toute propriété. M. Berlier reprit alors : « ... Qu'en accordant au nouvel époux la faculté de recevoir une part d'enfant, même en propriété, il est peut-être convenable de modifier cette règle : car, s'il n'y avait qu'un enfant ou deux du premier mariage, et point du second, le nouvel époux pourrait, en partageant avec eux, avoir la moitié ou le tiers de la succession (1).

Or, dit-on, si, le 27 ventôse an XII, trente-six jours après l'adoption du principe général consacré par l'article 913, et quelques instants après l'adoption de l'article 1094, Berlier a pu déclarer qu'il fallait limiter la part dont l'époux en secondes noces pourrait être gratifié, parce que, sans cette limitation, cet époux, dans le cas où il n'y aurait qu'un ou deux enfants du mariage précédent, recevrait la moitié ou le tiers de la succession, c'est qu'il reconnaissait bien que, dans le même cas, l'époux

(1) Discussion du projet de Code civil, au Conseil d'Etat, séance du 27 ventôse an XII.

du premier lit aurait pu être gratifié de la même quotité (1).

L'opinion que nous venons d'exposer paraît très justement tenir compte des intentions qu'a eues le législateur en édictant l'article 1094 : il est certain que ce texte, dans la majorité des cas, constitue une faveur pour le conjoint survivant, et il est assez difficile d'apercevoir pourquoi la présence d'un ou de plusieurs descendants le rendrait défavorable ou favorable au conjoint survivant.

L'opinion contraire, cependant, est plus généralement enseignée. On fait remarquer, tout d'abord, que la formule permissive de l'article 1094 peut très bien s'expliquer autrement que par l'intention du législateur d'accorder, dans tous les cas, au conjoint survivant, un disponible plus élevé. On soutient que ce caractère permissif est principalement motivé par la prohibition dont les donations entre époux étaient frappées dans notre ancien Droit. La Coutume de Paris, que suivaient généralement les rédacteurs du Code, portait dans son article 282 :

« Homme et femme conjoints par mariage ne se peuvent avantager l'un l'autre par donation entre vifs, par testament ou ordonnance de dernière volonté ou

(1) Voy., en faveur de cette opinion, Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 256 et suiv., n° 5 ; Benech, *op. et loc. cit.* ; Valette, journal *Le Droit*, du 11 mars 1846 ; Boutry, des *Donations entre Epoux*, n°s 407 et suiv.,

autrement, directement ni indirectement, sinon par don mutuel comme dessus. »

L'article 1094 a eu principalement pour but de lever cette ancienne prohibition, et l'on peut très bien expliquer par là son caractère permissif.

On ajoute que la formule permissive peut encore très bien s'expliquer en restant dans le projet Jacqueminot. Dans ce projet, la quotité disponible ordinaire ne pouvait dépasser le quart des biens, soit en propriété, soit en usufruit : c'était une quotité insuffisante pour l'époux, et, en conséquence, l'article 151 du projet permettait de la dépasser, et d'aller, en faveur du conjoint, jusqu'à un quart en propriété et un quart en usufruit. Mais, dit-on, c'est l'article 16 du projet que l'article 151 permettait de dépasser, et non pas l'article 913 qui n'existait pas encore.

Mourlon fait ressortir en ces termes ce qui constitue, selon lui, le vice du raisonnement des partisans de l'opinion contraire : « ... Ce raisonnement, dit-il, est boiteux. Ses auteurs partent, en effet, de ce principe, qu'on peut donner à son conjoint plus qu'à un étranger, pour arriver à conclure qu'on peut toujours lui laisser autant. Cela n'est pas logique. Il fallait dire : notre article 1094 a été conservé tel qu'il était à l'origine, afin de permettre de laisser à son conjoint tout ce qu'on peut donner à un étranger, et, en outre, un quart à l'usufruit. On pourra même aller plus loin : notre article, dira-t-on, voulait à

l'origine que le conjoint pût recevoir, outre la quotité disponible ordinaire, l'usufruit d'une autre fraction égale à cette quotité, c'est-à-dire l'usufruit de l'autre moitié. Personne assurément ne voudra aller jusque-là. Mais reculer, qu'est-ce ? si ce n'est reconnaître que l'argument qu'on nous oppose est inacceptable, quant à ses prémisses, et qu'ainsi sa conclusion est elle-même inadmissible » (1).

On peut faire remarquer, d'ailleurs, que la formule même de l'article 151 du projet, devenu l'article 1094, loin de se prêter d'une façon absolue à l'interprétation extensive qu'on prétend lui donner, semble, au contraire, avoir été conçue pour écarter complètement toute interprétation de ce genre. En effet, ce texte ne fixe pas la quotité disponible de façon uniforme. Ce n'est que dans le cas du § 1^{er}, celui où il n'y a pas d'enfants ou descendants, qu'il indique la quotité ordinaire, considérée *in abstracto* comme l'élément de la quotité spéciale entre époux.

Mais dans l'hypothèse où il y a des enfants, prévue au § 2, tout est nettement précisé : le disponible ne peut être que du quart en usufruit et du quart en pleine propriété, ou de la moitié en usufruit seulement. Il ressort de là que les dispositions de l'article 1094 ne sont pas fondées sur un seul et unique motif.

(1) Mourlon. *Répétitions écrites sur le Code civil*, t. II, n° 1012 bis.

Le premier paragraphe tient compte de la qualité respective de l'époux et des héritiers réservataires : il y a là un rapport fixe, toujours le même et qui, par suite, ne peut changer. Le deuxième paragraphe, au contraire, tient compte des besoins de l'époux qui doivent l'emporter sur le droit des enfants.

Or, les besoins de l'époux ne peuvent varier avec la quotité disponible ordinaire, augmenter ou diminuer avec elle. Il n'y a donc, dans cette hypothèse, qu'un rapport de fait entre les deux quotités, et l'on conçoit dès lors que ce rapport change avec l'un des termes.

Il semble bien que cette interprétation de l'article 1094 résulte des travaux préparatoires. Dans l'exposé des motifs, Bigot de Préameneu s'expliquait, en effet, de la façon suivante sur la disposition de l'article 1094 : «... On a pris dans ces deux systèmes (le système des pays de Droit écrit et le système de Prohibition absolue des Coutumes) ce qui est plus convenable à la dignité du mariage, à l'intérêt réciproque des époux, à celui des enfants.

» Il sera permis à l'époux de donner à l'autre époux, soit par le contrat de mariage, soit pendant le mariage, dans le cas où il ne laisserait point de postérité, tout ce qu'il pourrait donner à un étranger, et, en outre, l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi défend de disposer au préjudice des héritiers directs.

» S'il laisse des enfants, ces donations ne pourront

comprendre que le quart en propriété et l'autre quart en usufruit, ou la moitié de tous les biens en usufruit seulement. »

Après avoir expliqué comment on avait cru suivre le cours naturel des affections, en décidant que les époux ne laissant point d'enfants pourraient se donner l'usufruit de la totalité de la portion des biens indisponibles, Bigot de Préameneu ajoutait : « Si l'époux laisse des enfants, son affection se partage entre eux et son époux ; et lors même qu'il se croit le plus assuré que l'autre époux survivant ferait de la totalité de sa fortune l'emploi le plus utile aux enfants, les devoirs de la paternité sont personnels, et l'époux donateur y manquerait s'il les conférait à un autre. Il ne pourra donc être autorisé à laisser à l'autre époux qu'une portion de cette fortune, et cette quotité est fixée à un quart de tous les biens en propriété et un autre quart en usufruit... (1) »

Le tribun Joubert, en communiquant officiellement le projet au tribunal, disait à son tour : « Quant à l'émolument des dispositions entre époux soit par donations entre vifs, soit par testament, il faut distinguer : s'il reste des enfants du mariage, l'époux survivant ne peut avoir qu'un quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié des biens en usufruit

(1) Voy. Fenet, *Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil*, t. XII, p. 572 et 573.

seulement. Si la disposition avait excédé ces bornes, elle serait réduite proportionnellement... » (1).

Le tribun Favart disait également, dans son discours au *Corps Législatif*: « ... ce que les époux peuvent recevoir, ce qu'ils peuvent se donner, tout est réglé avec une sage économie dans les chapitres VIII et IX. Dans le cas où l'époux laisserait des enfants ou descendants, il pourra donner à son époux, ou un quart en propriété et un quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement (2) ».

On fait remarquer qu'un amendement fut proposé ayant pour but de faire décider que lorsqu'il y aurait des enfants, l'époux puisse donner à l'autre tout ce dont il pourrait disposer en propriété, c'est-à-dire autant qu'il pourrait donner à un étranger, ou la moitié de ses biens en usufruit.

Cette modification ne fut pas acceptée, c'est donc bien que le législateur a considéré la disposition de l'article 1094 comme se suffisant à elle-même, dans les rapports entre époux. C'est, du reste, la solution qui résulte très nettement, à notre avis, de tous les fragments des travaux préparatoires que nous avons cités. Il semble bien en découler cette idée que le législateur a considéré que les règles de l'article 1094, comme d'ailleurs toutes celles du chapitre IX, consacré aux

(1) Fenet, t. XII, p. 621.

(2) Fenet, t. XII, p. 646. — 131, Fenet, t. XII, p. 467.

dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, avaient pour objet de fixer les limites toutes spéciales pour les époux en matière de disponibilité.

L'intention du législateur en cette matière se trouve encore révélée par les dispositions des articles 1091 et 1099 Code civil. L'article 1091, par lequel débute le chapitre IX, dispose : « Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, telles donations qu'ils jugeront à propos, *sous les modifications ci-après* », et l'article 1099 porte : « Les époux ne pourront se donner indirectement au-delà de ce qui leur est permis par les dispositions ci-dessus. » Tous ces textes indiquent bien que le législateur a considéré les dispositions du chapitre IX, livre III, titre II du Code civil comme toutes spéciales : il serait absolument contraire à ses intentions de prétendre y substituer des dispositions telles que celles de l'article 913 Code civil, conçues dans un tout autre ordre d'idées et en vue de situations toutes différentes.

Tels sont les arguments qui ont consacré d'une façon définitive cette seconde solution et qui font qu'aujourd'hui on a décidé que le conjoint, dans le cas où il n'y aurait qu'un seul enfant du mariage, ne pourra attribuer à son conjoint que le quart en propriété et le quart en usufruit, ou la moitié en

usufruit seulement, parce que c'est le maximum de la quotité disponible entre époux (1).

Dans l'hypothèse d'un seul enfant, le conjoint conserve toujours le droit de disposer de l'intégralité de la quotité disponible de droit commun en faveur de toute autre personne que son conjoint. Par suite, si le disposant a commencé par avantager irrévocablement son conjoint d'un quart en propriété ou d'un quart en usufruit, ou bien de la moitié en usufruit, il pourra encore donner à un étranger la différence entre le disponible ordinaire et le disponible spécial entre époux, soit un quart en nue-propriété. Mais s'il a commencé par donner irrévocablement à un étranger la moitié en propriété, il ne pourra plus rien donner ni à son conjoint ni à toute autre personne (2).

(1) Voy. en ce sens Laurent, t. XV, nos 361 et 362 ; Demolombe, t. 23, nos 512 ; Bonnet, *Des Dispositions par contrat de mariage et des Dispositions entre époux*, t. III, n° 1130.

(2) Sic. Laurent, *op. et loc. cit.* ; Demolombe, *op. et loc. cit.* ; Bonnet, *op. et loc. cit.* Voyez également Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, p. 398. — Cass , 4 janvier 1869. D. 69. I. 10 ; S. 69. I. 145.

SECTION II

Le disponible spécial entre époux est supérieur au disponible ordinaire

Le disponible entre époux sera supérieur au disponible ordinaire dans deux hypothèses :

1^o Lorsque l'époux laissera trois enfants ou un plus grand nombre ;

2^o Lorsqu'il ne laissera que des ascendants.

C'est surtout lorsque ces hypothèses se réalisent que surgissent les difficultés les plus épineuses de la matière. Pour introduire, autant que possible, la clarté dans cette étude, il est nécessaire de distinguer bien nettement trois cas :

I. — *La disposition faite en faveur de l'étranger est antérieure en date à la disposition faite en faveur du conjoint ;*

II. — *Les deux dispositions en faveur du conjoint et de l'époux ont été concomitantes ;*

III. — *La disposition faite en faveur de l'étranger est postérieure en date à la disposition faite en faveur de l'époux.*

Reprenons successivement ces diverses hypothèses :

§ 1^{er}. — La disposition en faveur de l'étranger est antérieure en date

Ainsi, un père a donné irrévocablement, par donation entre vifs, sa quotité disponible ordinaire, soit un quart en propriété, à un étranger ou à l'un de ses trois enfants ; peut-il encore disposer en faveur de sa femme d'un quart en usufruit ?

A première vue, l'affirmative paraît bien s'imposer sur cette question. Sans doute en admettant la validité de ces dispositions cumulatives, au profit d'étrangers et du conjoint, le disponible de l'article 913 se trouvera dépassé, mais précisément, ce résultat est prévu et autorisé par l'article 1094 Code civil.

Comme l'époux est gratifié le dernier sur la quotité disponible ainsi étendue, c'est lui seul qui profite de l'extension. En d'autres termes, l'étendue de la quotité disponible dépend exclusivement de l'ordre dans lequel les dispositions se sont succédé. Si le père de famille avait commencé par disposer d'un quart en propriété en faveur de sa femme, il aurait épuisé son droit de disposition *erga omnes*, et n'aurait pu, par exemple, donner à l'un de ses ascendants un autre quart en usufruit.

Le conjoint a-t-il, au contraire, commencé par

donner un quart en propriété à un étranger ? La quotité disponible peut encore être étendue jusqu'à concurrence d'un autre quart en usufruit.

Cette doctrine a toutefois soulevé d'assez vives controverses : en comparant, a-t-on dit, l'article 1094 aux articles 913 et 914, on voit que le premier de ces textes a établi en faveur du conjoint un supplément au disponible ordinaire, qui vient s'ajouter à lui, comme l'accessoire s'ajoute au principal. Mais ce n'est que pour l'époux tout seul que l'article 1094 a été fait, c'est ce qui résulte et de sa place au chapitre des dispositions entre époux et de son texte primitif, aux termes duquel l'époux qui laissera des ascendants pourra disposer en faveur de son conjoint, en propriété, de tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et, *en outre*, de l'usufruit des biens réservés aux ascendants.

Il résulte clairement de ce texte, dit-on, que si l'époux veut disposer, par application de l'article 1094, c'est-à-dire donner à son conjoint le disponible le plus élevé, il faut qu'il le donne en entier à son conjoint. Il ne peut pas répartir ce disponible exceptionnel entre le conjoint et un étranger, car ce serait faire profiter de l'exception l'étranger aux dépens des héritiers réservataires.

Enfin, l'on ajoute que si l'époux donateur, laissant trois enfants, a donné à un étranger le quart en propriété, et qu'il se borne à donner à son

conjoint un quart en usufruit, ce dernier ne se trouvera plus dans la situation en vue de laquelle le législateur a augmenté le disponible ordinaire. Si un quart en usufruit doit suffire au conjoint survivant, l'époux donateur n'avait pas besoin du disponible exceptionnel de l'article 1094 : le disponible ordinaire lui suffisait et au-delà puisqu'il pouvait donner à son conjoint un quart en pleine propriété et qu'il ne lui a donné qu'un quart en usufruit (1).

Cette doctrine, qui tend à établir une sorte d'indivisibilité de la quotité spéciale de l'article 1094, nous paraît très contestable. Il n'est dit nulle part, dans nos lois, qu'un époux, pour pouvoir donner à son conjoint l'usufruit d'un quart, à prendre sur la réserve, soit obligé de commencer par lui donner le disponible ordinaire. L'argument que l'on déduit à cet égard de l'article 1094 n'est nullement probant. Ce texte avait uniquement pour but de déterminer le quantum de la quotité disponible entre époux, et les mots *en outre* n'avaient en réalité qu'une valeur conjonctive. Tout l'intérêt de cette discussion du texte disparaît d'ailleurs en présence de la modification législative du 14 juillet 1900.

Quant à l'objection déduite de ce que l'époux

Voy. en faveur de cette opinion les conclusions de l'avocat général Delangle devant la Cour de cassation dans l'arrêt du 18 novembre 1840, S. 41.1.90, D. 41.1.18. — Adde Laurent, t. XV, n° 363 et suivants.

donataire n'a pas besoin de disponible spécial et supplémentaire en usufruit de l'article 1094, puisque ce n'est pas à lui que le donateur a donné le disponible en pleine propriété, elle comporte plusieurs réponses.

Tout d'abord, elle n'a aucune valeur si l'on suppose que l'époux donateur a disposé en faveur de l'étranger à une époque où il n'était pas marié. Il serait exorbitant d'admettre qu'une disposition faite avant le mariage prive l'époux de la faculté de gratifier la femme qu'il viendrait à épouser par la suite.

A supposer que la donation en faveur de l'étranger ait été faite postérieurement au mariage, on peut toujours faire remarquer qu'il est très douteux que le législateur se soit proposé, ainsi que le prétend la doctrine contraire, de faire de l'augmentation qui constitue le disponible entre époux, un accessoire inséparable du disponible ordinaire.

En établissant deux quotités disponibles, l'une dans les articles 913 et 915 du Code civil, l'autre dans l'article 1094, le législateur a laissé à l'époux la liberté de disposer de l'une et de l'autre, en tenant compte de ses affections et des besoins des divers bénéficiaires. Pourquoi établir deux quotités disponibles différentes, si l'usage fait de l'une doit empêcher l'usage de l'autre ? On peut ajouter enfin qu'un époux qui n'aurait fait aucune disposition en faveur d'un étranger pourrait néanmoins disposer au profit de son conjoint d'une partie seulement de la

quotité disponible de l'article 1094. Dès lors, il importe peu qu'il ait ou qu'il n'ait pas disposé de la quotité disponible ordinaire au profit d'un étranger, puisqu'il pouvait n'en pas disposer au profit de son conjoint (1).

Nous avons supposé jusqu'ici, pour plus de simplicité, que la disposition faite au profit de l'étranger, antérieure en date, avait été faite en pleine propriété, comme elle le sera d'ailleurs dans la majorité des cas. Mais on peut aussi supposer qu'elle n'a consisté qu'en usufruit. Que faudra-t-il décider dans cette hypothèse ? Les auteurs admettent généralement que les dispositions en usufruit, faites en premier lieu au profit de l'un des enfants ou d'un étranger, devront s'imputer tant sur le disponible ordinaire que sur le disponible spécial de l'article 1094 Code civil (2). L'application de ce principe général conduit aux solutions suivantes :

Si les dispositions en usufruit, faites en premier lieu au profit d'un étranger, grèvent la moitié des

(1) Voy., en faveur de ce système, qui nous paraît préférable, Cass. 3 janvier 1826, S. chr. ; 18 nov. 1840, S. 41.1.90, D. 41.1.18 ; cet arrêt fut rendu contrairement aux conclusions de l'avocat général Delangle, citées plus haut ; 9 nov. 1846, S. 46.1.801, D. 46.1.407 ; Troplong, *op. cit.* t. IV, n° 2593 et 2594 ; Demante et Colmette de Santerre, t. IV, n° 281 bis IV ; Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 267 ; Demolombe, t. XXIII, n° 516 ; Bonnet, t. III, n° 1138.

(2) Aubry et Rau, *op. et loc. cit.*

biens, l'époux, alors même qu'il n'aurait qu'un seul enfant, ne pourra plus rien donner en usufruit à son conjoint et ne pourra être autorisé à disposer en sa faveur que de la nue-propriété du quart des biens. C'est la solution qui découle du texte même de l'article 1094, et aussi du système que nous avons adopté plus haut, et d'après lequel le disponible spécial de l'article 1094 ne peut jamais être supérieur à celui prévu dans ce texte, alors même qu'il serait inférieur au disponible du droit commun (1). Dans la doctrine qui se prononce en faveur de l'interprétation extensive de l'article 1094, il faudrait admettre, si on l'adoptait, que l'époux pourra disposer, en faveur de son conjoint, de toute la nue-propriété de la quotité disponible ordinaire. En effet, lorsqu'il n'y a qu'un seul enfant, cette quotité est plus forte que la quotité spéciale entre époux, et cette dernière peut toujours être étendue jusqu'à concurrence de la quotité la plus forte.

Si nous supposons, au contraire, que les dispositions en usufruit, faites au profit de l'étranger, ne grevaient pas la moitié des biens, nous déciderons que l'époux pourra disposer, en outre, au profit de son conjoint, de l'usufruit de la quotité des biens formant la différence entre la portion grevée et la moitié de tous les biens. Ainsi, en supposant un époux ayant trois enfants et une disposition en

(1) Voy. *suprà*, p. 7.

usufruit faite au profit de l'un d'eux ou d'un étranger jusqu'à concurrence du quart, cet époux pourra donner ultérieurement à son conjoint un quart en nue-propriété et un quart en usufruit.

§ 2. — La disposition en faveur de l'étranger et celle en faveur du conjoint sont concomitantes

Les dispositions en faveur de l'étranger et du conjoint sont concomitantes, soit lorsqu'elles seront tenues dans le même acte de donation entre vifs, soit dans le même testament, soit même dans des testaments différents, puisque tous les testaments ont les mêmes effets, au point de vue de la réduction, quelles que soient leurs dates (Arg., art. 926).

Les auteurs et la jurisprudence s'accordent généralement à reconnaître que les solutions admises pour le cas où les libéralités au profit des étrangers ont précédé celle faite au conjoint doivent encore être appliquées dans le cas où ces mêmes libéralités sont concomitantes.

Les raisons de décider sont les mêmes ; le fait que les dispositions sont concomitantes ne saurait influencer sur l'application des règles que nous avons admises pour le cas où la disposition au profit de l'étranger a précédé celle faite au profit du conjoint. Des raisons identiques à celles données plus haut justifient l'application du principe que l'étranger et le conjoint peuvent,

chacun dans la limite du disponible le plus fort, recevoir le disponible qui les concerne (1).

La question s'est toutefois posée en jurisprudence de savoir s'il n'y avait pas lieu, lorsque les libéralités ont été faites par un même acte, de distinguer suivant l'ordre dans lequel elles avaient été faites. La libéralité a-t-elle été faite au profit de l'étranger en premier lieu, on appliquerait les règles que nous avons exposées dans notre première hypothèse ; est-ce, au contraire, la disposition au profit du conjoint qui se trouve la première mentionnée, il y aurait lieu d'appliquer les règles que nous essayerons de dégager bientôt pour cette hypothèse (2).

Cette distinction fondée sur l'ordre qu'occupent les libéralités dans un même acte nous paraît absolument inadmissible : «... Que la condition de date, disait M. le conseiller Mesnard, dans son rapport sur l'affaire qui a motivé l'arrêt du 20 décembre 1847, soit déterminante lorsque les dispositions sont faites par des actes séparés, il faut bien l'admettre puisque c'est aujourd'hui la base de notre jurisprudence sur cette

(1) Voy. en ce sens pour l'application générale du principe, Limoges, 24 août 1822, S. chr.; Cas., 3 janvier 1826, S. ch.; Cass., 18 novembre 1840, S. 41.1.90. D. 41.1.18 ; 20 déc. 1847, S. 48.1.231, D. 48.1.14 ; 12 juillet 1848, S. 48.1.473, D. 48.1.164 ; 3 mai 1864, S. 64.1.273, D. 64.1.173. — Voy. aussi Colmet de Santerre, t. IV, N° 281 bis VI ; Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 268 ; Troplong, t. IV, N° 2606 ; Demolombe, t. XXIII, n° 517. — Voy. cependant en sens contraire Laurent, t. XV, n° 369, et les conclusions déjà citées de l'avocat général Delangle.

(2) Voy. *infra*, p. 52 et suivantes.

question. Mais quand les deux libéralités au lieu de résulter de deux actes séparés seront écrites dans le même acte, *eodem tempore*, *eodem contextu*, faudra-t-il se préoccuper de la question de priorité au point de rechercher minutieusement, dans cet acte, laquelle des deux libéralités est sortie la première de la bouche ou de la plume du disposant ? Faudra-t-il que quelques minutes ou quelques lignes d'intervalles suffisent pour déterminer le sort des libéralités ? La quotité la plus élevée sera-t-elle ou non disponible selon que l'on aura commencé dans l'acte par nommer le conjoint ou l'enfant ? Un grand principe de droit et ses larges conséquences seraient-ils ainsi à la merci d'un capricieux arrangement de syllabes ou de l'accident le plus vulgaire ? C'était bien assez peut-être de décider que la priorité de la disposition déterminée par la date de l'acte séparé qui contient cette disposition suffirait pour décider du sort ou de l'étendue d'une disposition postérieure. Vous aurez à vous demander si l'on doit pousser la rigueur de ce système jusqu'au point de ne plus voir de simultanéité dans les clauses d'un même acte, et de faire effort pour séparer, par des intervalles de temps souvent arbitraires, des dispositions essentiellement contemporaines ou auxquelles on ne peut assigner d'autre élément d'antériorité relative que le moment fugitif employé par le disposant pour manifester ou exprimer sa volonté... » (1).

(1) Voy. ce rapport sous l'arrêt de Cassation du 20 décembre 1847, D. 48.1.14.

La Cour de Cassation, dans l'arrêt du 20 décembre 1847, s'est rangée aux conclusions de son rapporteur et a déclaré que toutes les dispositions contenues dans un même acte devaient être considérées concomitantes, sans qu'il y ait à se préoccuper de la place qu'elles occupent dans l'acte contenant les libéralités.

En outre des arguments très décisifs en faveur de cette solution, que l'on trouve dans le passage cité plus haut du rapport de M. le conseiller Mesnard, on peut faire remarquer que l'opinion contraire est en contradiction formelle, lorsque les libéralités sont contenues dans un testament, avec l'article 926 du Code civil, en vertu duquel la réduction des libéralités contenues dans les actes de cette nature doit être faite au marc le franc. Le texte consacre très nettement le principe de la réduction proportionnelle, sans distinguer l'ordre dans lequel les libéralités à réduire se trouvent placées dans le testament. C'est là un principe général dont l'application dans notre matière s'impose nécessairement tant au point de vue juridique que pratique. Il serait profondément irrationnel, en effet, d'attacher à l'ordre que peuvent occuper les libéralités dans l'acte qui les contient, l'importance que lui attribue la doctrine que nous combattons. Cet ordre sera le plus souvent fortuit ; le testateur, souvent peu au courant des subtilités de la Jurisprudence,

n'attachera aucune importance à l'ordre dans lequel les libéralités viendront sous sa plume, ou se déterminera par des considérations de convenance ou de logique qui n'impliqueront cependant aucune idée de préférence entre les divers gratifiés. Le plus sûr est donc d'appliquer en notre matière la règle générale posée par l'article 926 du Code civil et de considérer comme concomitantes toutes les libéralités contenues dans un même acte (1), ou même dans plusieurs testaments (Arg., art. 926 Code civ.). En effet, les libéralités contenues dans plusieurs testaments n'ont toujours qu'une seule et même date, qui est celle du décès du testateur. MM. Aubry et Rau font en outre remarquer avec raison que si l'on devait établir, entre les dispositions contenues dans différents testaments, un ordre de préférence fondé sur les dates respectives de ces actes, il faudrait donner la préférence, non point aux dispositions consignées dans les testaments antérieurs, mais bien à celles contenues dans les testaments les plus récents ; ce sont elles, en effet, qui constituent

(1) Voy., en faveur de notre opinion, Cass., 20 déc. 1847 précité ; 12 juillet 1848, S. 48.1.473, D. 48.1.164 ; Agen, 17 avril 1850, D. 50.2.111 ; Toulouse, 23 novembre 1853, S. 53.2.705, D. 54.2.99 ; Riom, 20 mai 1862, S. 62.2.445, D. 62.2.120 ; Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 268 ; Demolombe, t. XXIII, n° 518 ; Vazeille, *Résumé et Conférence des Commentaires du Code civil sur les Successions, Donations et Testaments*, t. III, sur l'article 1094.

l'expression la plus récente des dernières volontés du défunt (1).

Il résulte de la doctrine que nous venons d'adopter que les différentes dispositions faites simultanément en faveur de l'époux et en faveur de l'étranger peuvent recevoir exécution jusqu'à concurrence de la quotité disponible la plus forte. Mais il y a toujours lieu d'apporter à cette règle la même restriction : chacun des gratifiés ne peut rien recevoir au-delà de la quotité qui lui est propre.

C'est par application de ce principe que la Cour de Cassation a décidé que, dans le cas de concours du conjoint et de légataires étrangers en présence d'un enfant unique, les légataires étrangers ont le droit de prélever, à l'exclusion du conjoint, la fraction du disponible qui excède la quotité disponible, fixée par l'article 1094, et, s'ils ne sont pas remplis de leur legs par ce prélèvement, de concourir pour le surplus au marc le franc avec le conjoint (2).

Comme conséquence de notre doctrine, nous déciderons encore que, si le legs fait en pleine propriété à l'époux survivant dépasse le quart des biens, il ne peut valoir dans le système de la fixation invariable du

(1) *Sic*, Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 268, texte et note 32; Demolombe, t. XXIII, n° 519; Troplong, t. IV, n° 2608; Bonnet, t. III, n° 1140 et suiv.

(2) Cass. 4 janvier 1869, S. 69.1.145, D. 69.1.10.

disponible entre époux ayant des enfants (1) que jusqu'à concurrence du quart, quel que soit le nombre de ces enfants.

Inversement, si le legs en usufruit, fait à un enfant ou à un étranger, excédait l'usufruit de la quotité disponible du droit commun, il serait réductible au maximum de cette quotité (2).

Enfin, MM. Aubry et Rau décident que dans le cas où l'époux prédécédé aurait laissé trois enfants, et légué à son conjoint la pleine propriété du quart de ses biens et, à l'un de ses enfants ou à un étranger, l'usufruit d'un autre quart, les deux legs seraient réductibles, quant à la jouissance, proportionnellement à leurs valeurs respectives, jusqu'à concurrence d'un quart en usufruit. Il est vrai que, dans cette hypothèse, les deux legs réunis ne dépassent pas la quotité disponible la plus forte, qui est celle de l'article 1094, mais, néanmoins si l'on maintenait intégralement les deux legs d'usufruit, il en résulterait qu'un étranger bénéficierait du supplément de disponible en usufruit qui n'a été établi qu'en faveur du conjoint. Donner effet au legs établi dans ces conditions, en faveur de l'étranger ou de l'enfant, ce serait en réalité attribuer à cet enfant ou à cet étranger un droit d'usufruit qui

(1) C'est le système que nous avons adopté; voy. *suprà*, p. 7.

(2) Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 269, texte et note 33 ; Demolombe, t. XVIII, n° 510.

affecterait la réserve ; or, il n'y a que l'usufruit attribué à l'époux par l'article 1094 qui puisse porter sur la réserve et la diminuer dans la mesure déterminée par ce texte, dérogoire au droit commun de la quotité disponible (1).

§ 3. — La disposition faite en faveur de l'étranger est postérieure en date à la disposition faite en faveur du conjoint.

C'est surtout sur cette hypothèse, dont nous abordons maintenant l'étude, que se sont élevées les difficultés les plus sérieuses de la matière. Pour introduire plus de clarté dans leurs explications, les auteurs distinguent, et nous distinguerons avec eux, suivant que la disposition qui a été faite la première en faveur de l'époux portait sur un droit de propriété ou sur un droit d'usufruit.

a) La disposition faite au profit de l'époux avait pour objet la propriété. — Ainsi, le disposant qui a laissé, nous le supposons, une fortune de 100.000 francs, avait donné à son conjoint, par contrat de mariage, le quart de ses biens en propriété, soit 25.000 francs ; il meurt, en laissant trois enfants et, à l'un de ses enfants, il a laissé par testament, et à titre précipitaire,

(1) Sic. Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 269, texte et note 34.

l'usufruit sur un quart de ses biens, soit un usufruit sur 25.000 francs.

La question qui se pose est de savoir si la donation faite au profit du conjoint par contrat de mariage et le legs en usufruit contenu dans le testament pourront s'exécuter simultanément, comme n'excédant pas le montant du disponible le plus fort, le disponible de l'article 1094.

La très grande majorité des auteurs admet, sur cette question, que le legs du quart en usufruit, fait au profit de l'enfant précipitaire, ne peut pas être exécuté. Sans doute, dit-on, le montant des dispositions cumulées ne dépasse pas le disponible le plus élevé, et le legs fait à l'enfant est de beaucoup inférieur au disponible ordinaire; mais peu importe, le legs fait au profit de l'enfant précipitaire est inefficace, parce que le disponible ordinaire est déjà épuisé. En effet, les dispositions en propriété faites en premier lieu au profit de l'époux, par application de l'article 1094 Code civil, ont affecté la quotité disponible de l'article 913 et, dans l'hypothèse que nous avons prévue, l'ont épuisée entièrement. Par conséquent, le disponible de droit commun ayant été épuisé, c'est le disponible spécial en usufruit, établi par l'article 1094 Code civil, qui a pu être seul donné à l'enfant. Mais, comme ce disponible spécial n'a été créé qu'en faveur du conjoint, et par suite de considérations toutes personnelles, c'est le conjoint seul

qui doit en profiter et non pas l'enfant. Si l'on donnait au legs du quart en usufruit des 25.000 francs fait au profit de l'enfant un effet quelconque, ce serait reconnaître au profit de celui-ci un droit d'usufruit qui affecterait la réserve ; or, l'usufruit de la réserve est indisponible à l'égard de toute autre personne que le conjoint. « Il suit de là, concluent MM. Aubry et Rau, que le don en usufruit fait à l'un des enfants ou à un étranger ne peut se prendre ou s'exercer que sur le disponible ordinaire, et doit rester sans effet, si ce disponible se trouve absorbé par des dispositions antérieures (1). »

En faveur de cette opinion, on ajoute encore que l'intention du disposant ne peut jamais être que d'imputer sa première donation sur le disponible le plus faible, quand ce disponible suffit à sa libéralité. Lorsque le disposant est marié, la loi lui ouvre un crédit ordinaire et un crédit extraordinaire, et l'on ne doit pas supposer qu'il a usé du crédit extraordinaire avant d'avoir épuisé le crédit ordinaire : par suite, la première donation s'imputant par une interprétation saine de sa volonté sur le crédit ordinaire, c'est-à-dire sur le plus faible disponible, le crédit extraordinaire n'est plus disponible au profit du second légataire, en faveur duquel il n'est point ouvert par la loi (2).

(1) Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 266, texte et note 26.

(2) Voy. en faveur de cette opinion Aubry et Rau, *op. et loc. cit.* ; Proudhon, *De l'usufruit*, t. I, n° 260 ; Troplong, t. IV, n° 2599 ; Marcadé, *Rev. critique*, 1853, t. III, p. 562 ; Demolombe, t. XXIII, nos 521 et 522.

La doctrine que nous venons d'exposer nous paraît très contestable. Le dernier argument qu'elle invoque, et d'après lequel la saine interprétation de la volonté du disposant doit le faire considérer comme ayant entendu imputer ses premières libéralités sur le disponible le plus faible, qualifié de crédit ordinaire, soulève une objection de droit et une objection de fait.

Au point de vue du droit, tout d'abord, on peut faire remarquer qu'il est très peu juridique de rechercher la volonté du disposant pour la solution des questions que peut soulever la quotité disponible. En effet, les règles sur le disponible et la réserve sont exclusivement faites pour limiter et restreindre la liberté d'action du disposant ; elles ne s'inspirent donc pas de sa volonté, mais de considérations d'ordre public.

Au point de vue du fait d'ailleurs, l'interprétation que l'on donne de la volonté du disposant nous paraît également très contestable. C'est, en effet, méconnaître les tendances naturelles de la volonté de l'homme que de prétendre que le disposant investi comme l'on dit d'un crédit ordinaire et extraordinaire aura voulu d'abord épuiser son crédit ordinaire, de façon à se lier les mains pour l'avenir. Il est bien plus naturel de croire que les calculs auxquels il a pu se livrer ont tous tendu à lui réserver sa plus grande liberté d'action, en disposant d'abord du

crédit extraordinaire pour recourir ensuite au crédit ordinaire.

Les décisions de la jurisprudence révèlent bien cet état d'esprit des disposants si conforme d'ailleurs aux sentiments d'indépendance et de liberté de la nature humaine. C'est ainsi que dans un arrêt de la Cour de cassation, du 1^{er} mai 1876 (1) on voit un père qui donne par préciput à son fils toute la quotité disponible, en se réservant le droit de disposer de l'usufruit de la moitié de la succession, et qui plus tard lègue cette moitié à sa femme.

Dans beaucoup d'autres arrêts, on voit un époux qui a, par contrat de mariage, donné l'usufruit de la moitié à son conjoint, et qui, faisant plus tard une donation à ses enfants, donne à nouveau l'usufruit de la moitié à son époux, afin que celui-ci puisse renoncer au bénéfice de la première donation, qui absorberait peut-être le disponible de l'article 913 et ne laisserait rien à l'enfant, et accepter la seconde donation qui, étant alors concomitante avec la libéralité faite à l'enfant, permettrait de valider les deux donations, jusqu'à concurrence du maximum fixé par l'article 1094 Code civil (2).

(1) Cass, 1^{er} mai 1876, S. 76.1.292.

(2) Voy. sur les libéralités concomitantes, *suprà*, p. 45 et suiv. Cette combinaison, qui implique l'accord entre les deux époux, est reconnue comme valable par la Jurisprudence qui, avec raison, ne considère pas comme frauduleuse la renonciation faite par le conjoint survivant à sa première donation pour s'en

Les documents de la Jurisprudence corroborent donc cette idée que suggère l'analyse psychologique, à savoir que l'homme tend à se lier le moins possible et à conserver toujours sa plus grande liberté d'action. On peut ajouter que les calculs que l'on prête au disposant ne seront pas toujours possibles. Il en sera ainsi, notamment, quand, au lieu de donner une quote-part de la propriété ou de l'usufruit, le testateur n'aura disposé que d'une somme d'argent ou d'un bien déterminé. Il a pu alors se tromper sur la valeur future de son patrimoine au jour de son décès et ne pas croire qu'en gratifiant de telle ou telle valeur le premier donataire, il épuisait la quotité disponible, même la plus faible.

L'argument qui consiste à présenter le second donataire comme profitant d'une faveur personnelle à l'époux, quand il reçoit la différence entre les deux quotités disponibles, a beaucoup plus de valeur. Il ne nous paraît pas cependant décisif ; il suppose, en effet, que l'article 1094 constitue toujours une disposition purement favorable à l'époux : or, il n'en est rien, puisqu'il peut très bien être restrictif par rapport à cet époux (1). On peut ajouter que la

tenir à la seconde. Voy. notamment Cass., 3 juin 1863, S. 63.1.417 ; Rouen, 18 mai, 1876, S. 77.2.139.

(1) Voy. à cet égard la doctrine que nous avons adoptée *suprà*, p. 18 et suivantes.

doctrine que nous exposons est favorable à l'époux lui-même, puisque la crainte de détruire pour l'avenir la faculté de disposer pourrait détourner le conjoint de faire des libéralités même à son autre conjoint. Il est également de l'intérêt du donateur qu'on maintienne en sa faveur le disponible le plus considérable, afin qu'il puisse faire de ses biens l'usage le plus éclairé et le plus utile. Enfin, quand on se place au point de vue des héritiers à réserve, il est impossible d'apercevoir quel intérêt légitime ils peuvent avoir à ce que la donation faite au conjoint soit postérieure au lieu d'être antérieure à celle reçue par l'étranger ou par l'enfant.

Toutes ces raisons nous paraissent suffisantes pour nous faire écarter le système que nous avons exposé en premier lieu, et d'après lequel, dans l'hypothèse qui nous occupe, la donation, faite au profit du conjoint, et le legs, fait au profit de l'enfant, ne peuvent s'exécuter simultanément.

Nous déciderons, au contraire, que cette exécution simultanée peut avoir lieu, car le montant cumulé des deux dispositions n'excède pas la quotité disponible la plus forte, celle de l'article 1094, et parce que, d'autre part, chacun des gratifiés, loin d'avoir reçu au-delà du disponible qui lui est propre, n'a pas même reçu tout ce disponible : en effet, le conjoint qui aurait pu recevoir 25.000 francs en propriété et 25.000 francs en usufruit n'a reçu que 25.000 francs en pleine propriété, et

l'enfant qui aurait pu recevoir 25.000 francs en pleine propriété ne reçoit que 25.000 francs en usufruit. Par suite, la quotité disponible du donateur n'ayant été dépassée ni absolument ni relativement, il ne saurait y avoir lieu à réduction : les règles que nous avons posées en commençant se trouvent pleinement respectées.

Cette opinion, à laquelle jusqu'ici peu d'auteurs se sont ralliés (1), nous paraît bien préférable à l'opinion contraire qui, s'enfermant dans une interprétation étroite des textes, aboutit à priver le testateur de la faculté d'user des deux disponibles que lui reconnaît le Code civil uniquement parce que deux libéralités ont été faites dans un tel ordre plutôt que dans l'ordre renversé.

Nous concluons donc que le second donataire peut recevoir, dans les limites du disponible qui lui est propre, une libéralité qui, jointe à la première, n'excédera

(1) Cette opinion a été principalement défendue par M. Colmet de Santerre, t. V, n° 281 bis, et par Zachariæ, § 288, texte et note 7. MM. Aubry et Rau, qui l'avaient tout d'abord adoptée, l'ont abandonnée dans leur dernière édition (Aubry et Rau, *op. et loc. cit.*). La jurisprudence est, au contraire, très indécise, et beaucoup de décisions judiciaires ont consacré la doctrine que nous proposons. Voy. notamment Lyon, 10 février 1836, S. 1836, S. chr., Agen, 30 juillet 1851, S. 53.2.218 ; Toulouse 24 juin 1852, S. 52.2.496. — Voy. toutefois en sens contraire, Cass. 7 janvier 1824 ; S. chr. ; 27 décembre 1848, S. 49.1.80 ; 7 mars 1849, S. 49.1.338 ; 2 janvier 1853, S. 53.1.65 ; Toulouse, 23 novembre 1853, S. 53.2.706 ; Agen, 10 juillet 1854, S. 54.2.448.

pas le disponible le plus élevé. La seule restriction rationnelle à apporter à cette doctrine est la suivante : il ne faudrait pas que sous l'apparence d'une libéralité restreinte aux limites fixées par l'article 1094, le second donataire puisse recevoir une donation portant à la réserve une atteinte plus grande que la libéralité qui aurait pu être faite à l'époux. Si nous supposons, par exemple, que le conjoint a reçu 25.000 francs, en pleine propriété, l'enfant ou l'étranger pourra bien recevoir 25.000 francs en usufruit ; seulement cet usufruit devra toujours être établi sur la tête du conjoint, et non pas sur la tête du second donataire, enfant ou étranger peu importe. S'il en était autrement, les héritiers à réserve seraient exposés à voir un usufruit constitué sur une tête beaucoup plus jeune que le conjoint, contrairement aux intentions bien évidentes du législateur, qui, en autorisant la disposition du quart en usufruit en plus du disponible ordinaire, a dû bien certainement prendre en considération l'âge probable du conjoint.

b) La libéralité *faite au profit du conjoint, en premier lieu, consiste en usufruit seulement*. Nous supposons, pour prendre l'hypothèse qui se présente le plus fréquemment en pratique, que l'époux a, par contrat de mariage, fait en faveur de son conjoint une disposition en usufruit ayant pour objet la moitié des biens qu'il laissera à son décès.

Il meurt laissant trois enfants et, par testament, il a légué à l'un d'eux la nue-propriété du quart de

ses biens. Pour prendre un exemple, sa fortune, au jour de son décès, étant de 100.000 francs, cette succession se trouve grevée pour 50.000 francs de l'usufruit du conjoint et pour 25.000 francs du legs en nue-propriété de l'enfant précipitaire. La question qui se pose est de savoir si la disposition du quart en nue-propriété, faite au profit de l'enfant, peut concourir avec la disposition de la moitié en usufruit faite au profit du conjoint.

Dans le système consacré par la jurisprudence de la Cour de Cassation, la donation de l'usufruit de la moitié de ses biens faite par un époux au profit de son conjoint serait imputable pour la totalité sur le disponible ordinaire de l'article 913.

Or, comme d'après le mode de calcul généralement suivi à cet égard, la moitié en usufruit équivaut au quart en pleine propriété, et que la disposition faite au profit du conjoint absorbe par conséquent le disponible ordinaire, le legs ou la donation fait ultérieurement à l'un des enfants ou à un tiers ne peut pas s'exécuter, à moins que les juges du fond ne déclarent souverainement que, par suite de l'âge ou de l'état de santé du disposant, l'usufruit de la moitié des biens auquel il a droit n'équivaut pas à un quart en pleine propriété. Dans ces cas exceptionnels, la Cour de Cassation admet que le legs fait au profit d'un tiers peut produire effet dans la mesure de la différence de valeur pouvant exister entre l'usufruit du conjoint

et la valeur du quart en pleine propriété de la quotité disponible de droit commun.

La question a été tranchée pour la première fois en ce sens par un arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, en date du 7 janvier 1824 (1).

Les Cours d'Appel s'étant prononcées en sens contraire de cette jurisprudence, le débat fut porté devant la Chambre civile qui adopta également la solution antérieurement consacrée par la Chambre des Requêtes dans son arrêt de 1824.

Depuis lors, la Cour de Cassation n'a pas cessé de casser toutes les décisions qui maintenaient les dispositions faites en vertu de l'article 1094 Code civil en faveur du conjoint d'abord, puis en faveur d'un étranger (2).

Toutefois, les nombreux arrêts de Cassation rendus en cette matière attestent une vive résistance des Cours d'Appel contre cette jurisprudence de la Cour Suprême.

Le principal argument invoqué par la Cour de Cassation à l'appui de sa doctrine consiste à dire que si l'un des époux pouvait (après avoir donné par contrat de mariage à son conjoint l'usufruit de la moitié de ses biens) donner encore à l'un de ses enfants ou à un étranger un quart en nue-propriété, ces derniers bénéficieraient de l'extension du disponible

(1) Cass. 7 janvier 1824, Dalloz, Rép. n° 856.

(2) Voy. *infra* les nombreux arrêts cités p. 63.

qui n'a été établie qu'en faveur du conjoint. Pour appuyer ce raisonnement, on fait remarquer que si la donation de la moitié en usufruit, au lieu d'avoir été faite à l'époux, avait été faite à un étranger, elle aurait épuisé le disponible, puisque, d'après l'évaluation généralement adoptée, la moitié en usufruit équivaut à un quart en propriété. Il doit donc en être de même lorsque la donation a été faite à l'époux, puisque celui-ci, en ce qui concerne les autres donataires ou légataires, doit être considéré lui-même comme un étranger.

Enfin, les arrêts ajoutent que le système qu'ils consacrent se justifie encore par cette considération rationnelle, que les enfants ne peuvent pas se plaindre quand leur réserve est diminuée au profit du conjoint, car ce conjoint est leur père ou leur mère, et régulièrement ils recouvreront les biens dont ils sont momentanément privés dans la succession du père ou de la mère avantagés, tandis que si le disponible exceptionnel est donné à un étranger, les biens sont perdus pour les enfants (1).

(1) Voy. en faveur de cette opinion les nombreux arrêts suivants : Limoges, 26 mars 1833, S. 33.2.278 ; Aix, 18 avril 1836, S. 36.2.421 ; 24 juillet 1839, S. 39.1.633 ; Besançon, 7 février 1840, S. 40.2.105 ; Douai, 24 février 1840, S. 40.2.270 ; Cass. 22 nov. 1843, S. 44.1.69 ; Riom, 6 mai 1846, S. 46.2.397, D. 46.2.107 ; Cass. 24 août 1846, S. 47.1.39, D. 46.1.382 ; 9 nov. 1846, D. 46.2.402 ; 27 déc. 1848, S. 49.1.80, D. 49.1.37 ; 7 mars 1849, S. 49.1.338, D. 49.1.95 ; Aix, 23 mars

Ce système admis par la Cour de Cassation, et à sa suite par les Cours d'appel, en vertu duquel la donation en usufruit faite en première ligne au conjoint doit être fictivement convertie en donation de pleine propriété, pour voir si la quotité disponible ordinaire a été ou non dépassée, soulève la question subsidiaire de savoir comment sera déterminée la base d'évaluation de l'usufruit.

Dans une première opinion on adopte la base établie en matière d'enregistrement par la loi du 22 frimaire an VII qui, dans ses articles 14, § 9 et 11 et 15, § 8, décide que l'usufruit doit être évalué à la moitié de la valeur de la propriété (1 et 2).

1851, S. 51.2.703, D. 52.5.426 ; Agen, 7 janvier 1852, S. 53.2.218, D. 52.2.99 ; Cass. 11 janvier 1853, S. 53.1.65, D. 53.1.17 ; 2 août 1853, S. 53.1.728, D. 53.1.300 ; Toulouse, 23 nov. 1853, S. 53.2.705, D. 54.2.99 ; Agen, 10 juillet 1854, S. 54.2.448, D. 55.5.333 ; 5 déc. 1861, S. 64.2.105, D. 64.2.97 ; Riom, 20 mai 1862, S. 62.2.445, D. 62.2.120 ; Agen, 12 déc. 1866, S. 68.2.37, D. 67.2.17 ; Toulouse, 20 déc. 1871, S. 72.2.97, D. 73.2.17. Voy. également en faveur de cette opinion Duranton, t. IX, nos 794-796 ; Troplong, t. IV, nos 2599-2600 ; Coin-Delisle, sur l'article 1094, n° 16 ; Bayle-Mouillard, sur Grenier, t. IV, n° 521, note E ; Masse et Verge, sur Zachariæ, t. III, § 640, note 12 ; Saintespes-Lescot, t. V, n° 1980 ; Laurent, t. XV, nos 368-369.

(1) Voy. en faveur de l'adoption de ce mode d'évaluation : Coin-Delisle sur l'article 1094, n° 18 et les arrêts cités aux notes suivantes.

(2) Cette loi a été modifiée par la loi du 25 février 1901 qui établit un nouveau mode de calcul de la nue-propriété et de

Par application de cette doctrine, des arrêts ont décidé que l'époux qui a donné à son conjoint la moitié de ses biens en usufruit et qui laisse deux enfants a pu valablement disposer encore de la différence du quart au tiers, c'est-à-dire d'un douzième en pleine propriété (1).

Mais la Jurisprudence, logique en cela avec elle-même, décide que dans des hypothèses semblables, le douzième en pleine propriété demeuré disponible ne peut se prendre que sur la nue-propriété de la portion grevée d'usufruit au profit de la femme, et qu'il y a lieu, en prenant pour la nue-propriété la même base d'évaluation que pour l'usufruit, de doubler cette fraction et d'attribuer ainsi à l'enfant légataire, à titre de préciput et hors part, deux douzièmes en nue-propriété, la réserve légale se trouvant dès lors composée, pour chacun des deux enfants, d'un quart

l'usufruit des biens *autres* que les créances, rentes ou pensions, sur les bases suivantes : Si l'usufruitier a moins de 20 ans révolus, l'usufruit est estimé aux $\frac{7}{10}$ et la nue-propriété aux $\frac{3}{10}$ de la propriété entière. Au-dessus de cet âge, cette proportion est diminuée pour l'usufruit et augmentée pour la nue-propriété d'un dixième par chaque période de 10 ans sans fraction. A partir de 70 ans révolus de l'âge de l'usufruitier, la proportion est fixée à $\frac{1}{10}$ pour l'usufruit et à $\frac{9}{10}$ pour la nue-propriété.

(1) Sic. Cass., 9 janvier 1849. S. 49.1.80, D. 49.1.51 ; Cass., 12 janvier 1853, S. 53.1.55, D. 53.1.21 ; Agen, 10 juillet 1854, S. 54.2.448, D. 55.5.333 ; Paris, 31 mai 1861, D. 63.2.91 ; Agen, 5 déc. 1861, S. 64.2.105, D. 64.2.97.

en pleine propriété et de deux douzièmes en nue-propriété (1).

Ce système présentait l'avantage de s'autoriser d'une base d'évaluation consacrée par le législateur lui-même ; la doctrine cependant l'a toujours vivement combattu, en faisant remarquer que la règle portée par la loi du 22 frimaire an VII était une règle purement fiscale, édictée pour faciliter la perception des droits de mutation, et dont, en conséquence, l'extension du calcul de la quotité disponible ne pouvait se justifier. La Jurisprudence a fini par se rallier à ce système, et la majeure partie des arrêts décident, aujourd'hui, qu'en l'absence de disposition légale fournissant un critérium d'évaluation en matière civile, l'estimation de l'usufruit doit être faite pour chaque espèce en particulier, en tenant compte des circonstances spéciales de la cause, telles que l'âge, la santé ou les habitudes de l'usufruitier (2).

C'est par application de ce système que des arrêts ont pu décider que l'usufruit donné à une personne

(1) Paris, 31 mai 1861 précité.

(2) Voy., en faveur de cette opinion, Proudhon, *De l'Usufruit*, t. II, n° 364 ; Toullier, t. V, n° 142 ; Duranton, t. IV, n° 632 ; Benech, p. 377 ; Troplong, t. IV, n° 2609 ; Saintespes-Lescot, t. II, n° 379 ; Requier, *Revue historique du Droit français et étranger*, t. X, 1864 ; Demolombe, t. XXIII, n° 547 ; Laurent, t. XV, n° 377.

agée de 83 ans peut être considéré comme n'équivalant qu'au quart de la propriété (1);

Que même, eu égard à l'âge et aux infirmités de l'usufruitier, la donation de la moitié en usufruit peut être évaluée au huitième en pleine propriété (2).

Cette opinion présente, selon nous, le très grand inconvénient de laisser à l'arbitraire du juge l'évaluation de la valeur de l'usufruit. A tout prendre, cependant, elle nous paraît préférable à celle qui admet l'application intégrale à notre matière de la règle posée par la loi de frimaire. En effet, l'application stricte de cette règle aboutirait à des conséquences regrettables, si on l'appliquait aux relations des particuliers, et notamment au calcul de la quotité disponible. Comme le fait justement remarquer M. Laurent, l'usufruit légué à un homme de 20 ou 30 ans peut valoir la moitié du fonds, mais il serait ridicule d'en dire autant de l'usufruit légué à un homme de 83 ans (3). Il faut donc rejeter l'application, même par analogie, de la loi de frimaire, en principe, sauf aux Tribunaux à suivre la règle qu'elle trace lorsqu'elle est en harmonie avec les faits et les circonstances, et à s'en écarter

(1) Douai, 14 juin 1852, S. 53.3.97. D. 53.2 89.

(2) Riom, 23 août 1842, S. 42.2.515 ; Agen, 12 déc. 1866, S. 68.2.37, D. 67.2.17.

(3) Laurent, t. XV, n° 377.

lorsque l'âge et les infirmités de l'usufruitier diminuent la valeur de l'usufruit (1).

Nous pouvons ajouter que la loi nouvelle de 1901 précitée, établissant un nouveau mode d'évaluation de la valeur de l'usufruit et de la nue-propriété en matière fiscale, donnera vraisemblablement aux décisions de la Jurisprudence le caractère d'unité qui, jusqu'à cette époque, leur faisait défaut.

Le système de la Jurisprudence en vertu duquel les libéralités faites en premier lieu au profit du conjoint doivent être imputées sur la quotité disponible du droit commun, de telle sorte que si ces libéralités égalent en valeur cette quotité toutes les libéralités faites ultérieurement à des étrangers restent sans effet, nous paraît très contestable. Nous préférons admettre, avec la majorité des auteurs, que la disposition en usufruit, faite en premier lieu par l'époux au profit de son conjoint, doit s'imputer sur l'usufruit de la portion disponible ordinaire, et que, si cet usufruit ne suffit pas, elle s'exerce, pour le surplus et jusqu'à concurrence de la moitié des biens, sur la réserve, laissant toujours libre et disponible, en faveur de toute autre personne, la nue-propriété de la quotité disponible ordinaire. Ainsi, pour reprendre l'exemple donné plus haut d'un patrimoine de 100.000 francs, laissé par une

(1) Laurent, *op. et loc. cit.*

personne qui a donné à son conjoint l'usufruit de la moitié des biens qu'il laissera à son décès, et la nue-propriété du quart de ses biens à l'un de ses trois enfants, nous estimons que le legs fait à l'enfant et la donation faite au conjoint peuvent s'exécuter l'un et l'autre. L'époux a donc pu donner valablement 50.000 francs à son conjoint en usufruit et 25.000 francs en nue-propriété à l'un de ses enfants.

Les arguments suivants nous déterminent à adopter cette solution. Tout d'abord, il résulte clairement des travaux préparatoires, comme du texte même de l'article 1094 Code civil, que dans la pensée des rédacteurs du Code le disponible spécial aux époux doit être imputé sur le disponible ordinaire seulement pour la pleine propriété, et que, quant au supplément en usufruit, c'est toujours sur la réserve qu'il doit porter. En effet, nous avons déjà vu (1) que si l'on se reporte au projet de la Commission de rédaction du Code, on trouve que, tandis que la quotité disponible ordinaire était fixée invariablement au quart en propriété, le disponible spécial entre époux était fixé, par l'article 156 du projet, devenu l'article 1094 actuel, à un quart en pleine propriété et à un quart en usufruit, ou bien à l'usufruit de la moitié seulement.

Le quart en propriété dont le conjoint pouvait

* (1) Voy. *suprà*, p. 27 et suivantes.

être gratifié constituait le disponible ordinaire. Quant au quart en usufruit qu'il pouvait recevoir en supplément, et dont il pouvait seul profiter, il affectait nécessairement la réserve, puisque dans le projet du Code la quotité disponible ordinaire était fixée d'une façon invariable à un quart en propriété. C'était donc exclusivement au moyen d'une disposition en usufruit à prendre sur la réserve, que l'un des époux pouvait donner à l'autre plus qu'il ne lui était permis de donner à un étranger.

Or, si la fixation du disponible ordinaire a varié dans la discussion de l'article 913, il n'en est pas de même du disponible exceptionnel de l'article 155 du projet, qui a conservé son caractère primitif.

Il résulte bien de là que ce que l'époux est autorisé à donner à son conjoint, c'est la pleine propriété de tout ou partie de la quotité disponible ordinaire, avec la faculté d'y ajouter un supplément en usufruit, à prendre sur la réserve. Par suite, les dispositions en propriété faites par l'époux au profit de son conjoint doivent s'imputer toujours sur le disponible ordinaire de l'article 913, qu'elles absorbent ou diminuent d'autant, et les dispositions en usufruit doivent se prendre sur la réserve, dans la mesure où elles dépassent le quantum des biens formant le disponible ordinaire.

Si cette argumentation qui nous paraît résulter logiquement des travaux préparatoires est exacte, il en résulte que la libéralité faite au conjoint ne peut

venir en déduction sur la quotité disponible ordinaire que jusqu'à concurrence de l'usufruit de cette quotité, puisque cette libéralité n'a pour objet qu'un usufruit, et que pour le surplus pour lequel elle dépasse la quotité disponible ordinaire, elle doit affecter la réserve, conformément aux règles posées par l'article 1094 du Code civil.

Cette solution, qu'imposent selon nous les travaux préparatoires du Code, est la seule conforme non seulement à l'esprit de ce Code, mais encore aux intentions probables du disposant. En effet, en traitant arbitrairement la donation en usufruit comme une donation en propriété, le système de la Jurisprudence dénature complètement la donation en usufruit faite au conjoint. La Jurisprudence décide que la donation de l'usufruit de la moitié équivaut à une donation du quart en propriété ; mais le donateur n'a pas entendu disposer de la propriété, puisque sa libéralité n'a pour objet qu'un usufruit. Pourquoi dès lors la traiter comme une donation de la propriété ?

Les partisans de la Jurisprudence répondent à cela que la conversion de la libéralité d'usufruit en libéralité de pleine propriété est purement fictive, qu'elle a simplement pour but de fournir un moyen facile de calcul permettant de rechercher l'étendue exacte du don, mais n'ayant pas pour objet de le transformer. Dans la réalité, la conversion dite fictive se comporte comme une conversion véritable, entraînant

les conséquences les plus graves, puisqu'elle détermine l'indisponibilité du quart en nue-propriété, qui resterait certainement disponible, si on n'y recourait pas. Il est évident, en effet, que si l'on prenait la libéralité en usufruit faite au profit du conjoint pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour une libéralité en usufruit, et non pour une libéralité en propriété, on serait amené tout naturellement à admettre que la nue-propriété de la quotité disponible ordinaire reste libre entre les mains du disposant, puisque celui-ci n'a jamais disposé que de l'usufruit de ses biens. C'est méconnaître de la façon la plus manifeste les intentions du disposant, que de considérer des libéralités en usufruit comme équivalentes dans une certaine mesure à des libéralités en pleine propriété.

Il nous paraît également inexact de dire, comme on le trouve dans la plupart des arrêts, que le système que nous soutenons a pour résultat de faire profiter l'enfant de l'extension donnée au disponible par l'article 1094. Sans doute, il en profiterait, s'il pouvait obtenir ce qui constitue cette extension, c'est-à-dire l'usufruit d'une portion de la réserve des autres enfants. Mais toutes les fois, au contraire, que cet usufruit sera attribué à l'époux, il faut bien reconnaître que c'est l'époux seul qui bénéficiera de l'article 1094 et non pas l'enfant précipitaire qui prend seulement la nue-propriété restée libre de la quotité disponible. Au surplus, on peut ajouter, avec MM. Aubry et Rau,

que « ... si, pour empêcher que les tiers en concours avec le conjoint survivant ne profitent de l'augmentation du disponible établie par l'article 1094, on devait, en faisant abstraction de la qualité de ce dernier, les considérer comme étant en concours avec un étranger, cela serait aussi vrai, dans le cas où les dispositions faites en leur faveur sont concomitantes à celles faites au profit de l'époux survivant, qu'au cas où elles sont postérieures en date. L'ordre chronologique des dispositions ne pouvant évidemment pas écarter l'application de ce procédé, on arriverait logiquement et forcément à décider que, lorsque le défunt a laissé à son conjoint l'usufruit de la moitié de ses biens, et à l'un de ses enfants ou à un étranger le quart en nue-propriété, cette dernière disposition ne pourrait recevoir aucune exécution, et c'est le contraire que la Jurisprudence admet sans difficulté » (1).

Ce passage met bien en évidence l'inconséquence choquante du système de la Jurisprudence qui, pour une même hypothèse, admet deux solutions distinctes, en se basant uniquement sur une différence dans l'ordre chronologique des libéralités.

On a bien essayé d'expliquer cette inconséquence en disant que, dans le cas où les deux dispositions

(1) Voy. notamment Cass., 3 mai 1864, S. 64. I. 273, D. 64. I. 173, et *suprà*. p. 63.

sont faites par testament, l'article 926 Code civil n'autorisant pas à faire porter la réduction exclusivement sur le legs fait à l'enfant, et l'article 1094 faisant obstacle à toute réduction du legs fait à l'époux survivant, il faut, de toute nécessité, maintenir aussi le legs fait à l'enfant. On a répondu avec raison à cette objection qu'elle était vraie, mais que l'argument tiré de l'article 926 Code civil, sur lequel elle s'appuie exclusivement, suffit à démontrer avec évidence le vice fondamental de tout le système. On ne peut admettre, en effet, que la règle posée dans le texte de l'article 926, uniquement pour réglementer la réduction des dispositions excédant la quotité disponible, puisse avoir une influence quelconque sur la fixation et la répartition de cette quotité.

On peut ajouter, enfin, que, dans l'hypothèse qui nous occupe actuellement, et où nous supposons que la disposition faite au profit du conjoint, en premier lieu, consiste en usufruit, comme dans l'hypothèse précédemment étudiée où cette même disposition consiste en propriété, la jurisprudence ne tient aucun compte des véritables intentions du disposant. Elle restreint de la façon la plus arbitraire le pouvoir de disposer de l'époux, en ne lui permettant d'en user dans son entier qu'à la condition de ne pas faire en premier lieu des dispositions irrévocables au profit de son conjoint, et en imputant sur le disponible ordinaire de l'article 913 la valeur totale de la donation en

usufruit qui a pu lui être faite. «... Cette imputation, disent à ce sujet MM. Aubry et Rau, évidemment contraire à l'intention de l'époux qui, en donnant par contrat de mariage à son futur conjoint l'usufruit de la moitié de ses biens, n'a pu avoir la pensée de se priver de la faculté d'avantager encore dans une certaine mesure l'un de ses enfants, est également en opposition avec les intérêts des familles, en ce qu'elle aurait pour résultat ou d'entraver les conventions matrimoniales, ou d'enlever au père un des moyens les plus efficaces pour retenir ses enfants dans le devoir... » Nous concluons donc, sur cette importante question, que la donation en usufruit faite au conjoint en premier lieu ne peut s'imputer que sur l'usufruit de la portion disponible, et que conformément à son objet qui est uniquement l'usufruit, elle laisse toujours la libre disposition de la nue-propriété de la quotité disponible ordinaire au conjoint donateur de l'usufruit (1). C'est

(1) Toullier, t. V, nos 871 et 871 bis; Delvincourt, t. II, p. 220; Guilhon, *Traité des Donations entre vifs*, t. II, n° 266; Roland de Villargues, rép. V°, *Portion Disponible*, p. 465; Vazeille, sur l'article 1094; Benech, p. 273; Grenier, t. II, n° 584; Lauth, *De la Quotité disponible entre Epoux*, n° 268; Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 263 et suivantes, texte et note 24; Pont, *Revue de Législation*, 1842, t. XVI, p. 211 et suivantes, 1844, t. XIX, p. 260; Demolombe, t. XXIII, n° 525; Molinier, *Revue de Droit français et étranger*, 1842, t. IX, p. 10 et suivantes; Ballot, *Revue du Droit français et étranger*, 1847, t. IV, p. 420; Taulin, t. IV, p. 242;

en ce sens que se prononce la très grande majorité des auteurs.

Valette, *Journal « Le Droit »*, du 11 mars 1846; Marcadé, *Revue Critique*, 1852, t. II, p. 202, et 1853, t. III, p. 79 et 562; Requier, *Traité des Partages d'ascendants*, p. 103 et suivantes. On peut également relever, en faveur de notre opinion, un certain nombre d'arrêts des Cours d'Appel. Voy. notamment : Lyon, 10 février 1836, S. 36.2.177; Riom, 2 avril 1841, S. 41.2.328; Toulouse, 28 janvier 1843, S. 43.2.194; Grenoble, 13 décembre 1843, S. 44.2.108; Toulouse, 13 août 1844, S. 45.2.38, D. 45.2.396; Toulouse, 13 février 1846, S. 46.2.115, D. 46.2.173; Paris, 16 novembre 1846; S. 46.2.649, D. 47.2.9; Agen, 14 décembre 1846, S. 47.2.113, D. 47.4.217, 30 juillet 1851, S. 53.2.218, D. 52.2.99; Toulouse, 24 juin 1852; S. 52.2.496, D. 52.2.333; Riom, 21 mai 1853, S. 53.2.591, D. 54.2.571.

CHAPITRE III

Concours des deux Quotités disponibles des Articles 1094 et 1098 Code civil.

En étudiant les difficultés auxquelles donne lieu la combinaison de la quotité disponible de droit commun avec la quotité disponible spéciale entre époux, nous avons toujours supposé, pour plus de clarté, que le conjoint donateur n'avait disposé au profit de son conjoint que de l'une ou l'autre des quotités spéciales, établies soit par l'article 1094 Code civil, soit par l'article 1098.

Il peut très bien arriver qu'un époux dispose à la fois de l'une et de l'autre de ces deux quotités : ainsi, après avoir disposé, au profit de son premier époux, de la quotité établie par l'article 1094, et ayant des enfants de son premier mariage, il dispose au profit d'un nouvel époux de la quotité disponible

de l'article 1098. On peut se demander, dans cette hypothèse, quel est le disponible maximum dont a pu user le donateur.

Un point qui ne nous paraît pas douteux, c'est qu'on doit rechercher dans les articles 1094 et 1098 seuls la solution de la question qui nous occupe. Dans l'opinion généralement suivie, en effet, et que nous avons adoptée pour la solution des questions que soulève la combinaison de la quotité disponible de droit commun avec le disponible spécial entre époux, on admet que ces articles ont créé un disponible tout à fait spécial et dérogatoire au droit commun (1). C'est ce qui résulte des travaux préparatoires sagement entendus et de l'ensemble du chapitre IX, où se trouve l'article 1094 Code civil. Dans ce chapitre, intitulé « Des Dispositions entre Epoux, soit par Contrat de Mariage, soit pendant le Mariage », il semble bien que les rédacteurs du Code civil aient voulu régler, d'une manière spéciale et complète, tout ce qui concerne la matière des dispositions entre époux. C'est ce qui nous paraît d'ailleurs résulter très nettement tout d'abord de l'article 1091, qui déclare que les donations entre époux seront libres « sous les modifications ci-après exprimées », et surtout de l'article 1099 Code civil, d'après lequel les époux ne peuvent se donner indirectement « au-delà de ce qui

(1) Voy. *suprà*, p. 26 et suivantes.

leur est permis par *les dispositions ci-dessus* ». Il est bien évident que par ces derniers mots l'article 1099 vise les articles 1094 et 1098. En d'autres termes, le texte qui limite les libéralités d'un époux vis-à-vis de l'autre sera toujours, suivant les cas, ou l'article 1094, ou l'article 1098, de même que, dans les rapports avec un gratifié étranger, les limites du disponible seront toujours fixées d'après les articles 913 et 914 du Code civil.

S'il en est ainsi, et tous les développements donnés jusqu'ici concourent à cette solution, il est impossible d'admettre que, dans l'hypothèse que nous examinons en ce moment, ce soit le disponible de droit commun de l'article 913 qui puisse constituer le maximum pour les libéralités successivement faites au profit des deux conjoints. Il serait singulier, en effet, que l'article 913 ne puisse être invoqué ni par le premier, ni par le second conjoint, pris isolément et mis en présence des héritiers réservataires, et qu'il puisse l'être par eux pour régir leurs rapports respectifs, par cela seul qu'une double disposition a été faite en leur faveur. D'ailleurs, si l'article 913 est étranger aux libéralités entre époux, et sur ce point le doute n'est pas possible, il doit y rester complètement étranger, aussi bien, par conséquent, dans les rapports des époux entre eux, que dans leurs rapports avec les héritiers réservataires de droit commun.

Les articles 1094 et 1098 restent donc seuls en

présence pour régler la question qui nous occupe. Il n'est pas douteux que les deux disponibles spéciaux qu'ils contiennent ne peuvent pas être cumulés (1) et que le disposant, après avoir donné à un premier époux la quotité spéciale de l'article 1094, ne pourra pas donner à son second époux la quotité spéciale de l'article 1098. Ce serait l'anéantissement complet de la réserve. Les disponibles de ces deux textes doivent donc être combinés et non pas cumulés. Pour réaliser cette combinaison, deux solutions se présentent. On peut décider, ou bien que les deux dispositions réunies ne pourront excéder le quart que l'article 1098 permet de donner au second époux, de telle sorte que si ce quart avait été donné tout d'abord au premier conjoint, le droit de disposition serait épuisé. Ou bien le maximum absolu serait celui de l'article 1094, ce qui laisserait au disposant une marge plus ou moins grande pour gratifier son second époux, mais sans pouvoir jamais dépasser quant à lui la limite de l'article 1098.

C'est, selon nous, cette seconde combinaison qui doit être préférée. A notre avis, l'article 1094 doit être considéré comme formant le droit commun des libéralités entre époux, car les seconds mariages sont, en définitive, l'exception dans la vie sociale. L'article

(1) C'est la règle fondamentale de la matière. Voy. *suprà*, p. 15 et suivantes.

1098 pose une règle spéciale à cette hypothèse exceptionnelle, mais il ne doit présenter par conséquent lui-même qu'un caractère exceptionnel. Il est donc plus juridique, en même temps que plus libéral, de décider que l'article 1094 constitue le maximum disponible vis-à-vis des conjoints en premières et secondes noces. Il y a seulement lieu de bien tenir compte que notre doctrine n'autorise jamais le second conjoint à recevoir une libéralité plus forte que celles autorisées par l'article 1098 (1).

(1) Voy. en faveur de notre solution Demolombe, t. XXIII, n° 537 bis, qui est le premier auteur qui ait soulevé la question de la combinaison des deux disponibles des articles 1094 et 1098.

CHAPITRE IV

Concours du disponible admis par la loi du 25 mars 1896 par rapport aux enfants naturels, avec les disponibles des articles 913, al. 1 et 914 d'une part, 1094 et 1098 d'autre part.

Nous avons déjà indiqué plus haut (1) que la loi du 25 mars 1896 sur les droits successoraux des enfants naturels avait reconnu une réserve au profit de ces enfants naturels. La question de savoir si cette réserve existait réellement était très controversée antérieurement à la loi de 1896. La majorité des auteurs et avec eux une Jurisprudence très fermement établie avait admis l'affirmative (2). La question était

(1) Voy. *suprà*, p. 12.

(2) Voy. notamment Aubry et Rau, t. VII, § 686 ; Demolombe et Colmet de Sauterre, t. IV, n° 47 *bis*, I et suiv.

cependant très contestée (1). Elle a été définitivement résolue par la loi du 25 mars 1896, dont l'article 4 dispose : « Il est ajouté à l'article 913 du Code civil un paragraphe second ainsi conçu : « L'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel, au cas de succession *ab intestat*, et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime. »

Avant la loi de 1896, et seulement pour les auteurs qui admettaient l'existence d'une réserve, des discussions s'étaient élevées sur l'étendue de cette réserve. D'après certains auteurs, elle devait être égale à la part héréditaire des enfants naturels ; d'après d'autres, qui invoquaient en faveur de leur opinion l'article 761, aujourd'hui abrogé, la réserve devait être de la moitié de cette part. Mais le système qui avait à bon droit prévalu consistait à appliquer à la réserve un mode de calcul analogue à celui dont on se servait pour fixer le droit successoral.

« Pour calculer la réserve de l'enfant naturel, disait à ce sujet Demolombe, il faut, de même que pour calculer sa portion héréditaire, le considérer d'abord fictivement comme enfant légitime, et déter-

(1) Voy. notamment Laurent, t. XII, n° 40 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, *Traité des Donations*, t. I, n° 706.

miner quelle serait, dans cette supposition, la part de réserve qui lui appartiendrait.

» Et sa réserve sera, suivant les cas, du tiers, de la moitié, des trois quarts ou de la totalité de cette part » (1).

C'est ce mode de calcul que le nouvel article 913, § 2, consacre législativement. Actuellement donc, pour déterminer la réserve de l'enfant naturel, il faut rechercher quelle aurait été la part de chaque enfant naturel sur le total de la succession, s'il eût été légitime, et l'on diminue cette part, suivant les proportions indiquées dans les articles 758 et 759 ainsi conçus : Article 758. — « Le droit héréditaire de l'enfant naturel dans la succession de ses père ou mère est fixé ainsi qu'il suit :

» Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime. »

Article 759. — « Le droit est des trois quarts, lorsque le père ou la mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ou des descendants légitimes de frères ou sœurs. »

Si l'enfant naturel est en concours avec les héritiers légitimes, désignés dans ces textes, on lui attribue sur la part héréditaire qu'ils lui reconnaissent

(1) Demolombe, *op. et loc. cit.*

une réserve calculée sur le même taux que celle d'un enfant légitime.

Ainsi, prenons une succession de 120.000 francs, à laquelle sont appelés avec un légataire universel un enfant légitime et un enfant naturel. Si l'enfant naturel était légitime, il aurait droit à la moitié de la succession, soit 60.000 francs, en l'absence du legs universel. Mais comme enfant naturel, il n'aurait pu prétendre qu'à la moitié de cette moitié, soit 30.000 francs ; or, s'il avait été légitime et en concours avec un autre enfant légitime, sa réserve aurait été des $\frac{2}{3}$ de la moitié de la succession ; par suite de sa filiation illégitime, sa réserve sera des $\frac{2}{3}$ du quart, en l'espèce, des $\frac{2}{3}$ de 30.000 francs, elle sera donc finalement de 20.000 francs.

On peut arriver au même résultat d'une manière plus simple, en calculant de la façon suivante :

Dans l'espèce, deux enfants légitimes auraient eu vis-à-vis du légataire universel une réserve des $\frac{2}{3}$ soit 80.000 francs ; l'enfant naturel, s'il avait été légitime, aurait eu la moitié de cette somme, soit 40.000 francs. Or, aux termes de l'article 758 Code civil actuel, la présence de l'enfant légitime réduit de moitié la part d'un enfant naturel ; cet enfant naturel aura donc 20.000 francs à titre de réserve.

Si nous supposons qu'il n'y a pas d'enfant légitime et que l'enfant naturel laissé par le défunt se trouve en présence de frères et sœurs légitimes du

de cujus ou descendants d'eux, et du légataire universel, on calculera de la façon suivante : l'enfant naturel aurait eu droit aux trois quarts de la succession *ab intestat* (article 759 nouveau); un enfant légitime aurait en pareil cas une réserve héréditaire égale à la moitié de la succession ; l'enfant naturel aura donc droit à une réserve égale à la moitié des trois quarts de sa part successorale *ab intestat*, c'est-à-dire aux trois huitièmes du total de l'actif à partager. Par exemple, sur une succession de 80.000 francs, la portion successorale *ab intestat* de l'enfant naturel aurait atteint 60.000 francs, sa réserve sera donc de 30.000 francs. Il est donc certain que, sous notre législation actuelle, l'enfant naturel simple reconnu a droit à une réserve héréditaire. Le § 2 de l'article 913 la consacre formellement et nous venons d'indiquer rapidement comment elle doit être calculée.

D'autre part, l'existence de cette réserve spéciale implique l'existence d'un disponible particulier dont l'article 908 Code civil, modifié par la loi de 1896, indique l'étendue dans les termes suivants : « Les enfants naturels légalement reconnus ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

» Le père ou la mère qui les auront reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'il se trouve en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant... »

Ce texte a remplacé l'ancien article 908 qui était ainsi conçu : « Les enfants naturels ne pourront, par donation entre vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. »

Il réalise une grande amélioration au sort des enfants naturels ; sans doute, il maintient leur incapacité de recevoir par donation entre vifs au-delà de leur part successorale, mais il fait cesser complètement cette incapacité pour les libéralités testamentaires, lorsqu'ils ne sont pas en concours avec des descendants légitimes du *de cujus*, et même, dans ce dernier cas, il permet au père ou à la mère d'avantager l'enfant naturel par legs au-delà de ses droits héréditaires, pourvu que sa part ne dépasse, en aucun cas, celle d'un enfant légitime le moins prenant.

De cet aperçu de la législation sur les droits successoraux reconnus aux enfants naturels, par la loi du 25 mars 1896, il résulte que cette loi a, d'une part, consacré définitivement une réserve au profit des enfants naturels (art. 913 § 2 Code civil, 758 et 759 combinés), et, d'autre part, créé un disponible

spécial à ces enfants naturels (nouvel article 908 du Code civil).

La question qui se pose, et qui nous ramène directement à notre sujet, est donc de savoir comment ce nouveau disponible se combinera avec les autres disponibles dont nous avons déjà constaté l'existence dans les articles 913 et 914 d'une part, 1094 et 1098 d'autre part.

Il est tout d'abord certain que ces trois disponibles ne peuvent en aucun cas se cumuler. La prohibition du cumul est, en quelque sorte, une règle tutélaire dans notre matière. Nous l'avons admise sans difficulté (1) dans l'hypothèse du concours de la quotité disponible de droit commun avec le disponible spécial entre époux (art. 1094 et 1098 Code civil) et aussi dans celle des concours des disponibles des articles 1094 et 1098 ; elle s'impose également dans l'hypothèse actuelle : un tel cumul aurait pour résultat d'autoriser des libéralités excédant la totalité des biens du disposant, ce qui est impossible. On peut supposer, en effet, un disposant ayant un enfant naturel, son père et son conjoint, il est évident qu'il ne peut donner les trois quarts de ses biens en propriété à sa femme (art. 1094 Code civil), plus la moitié de ses biens à un étranger (art. 913 § 1^{er}), plus les trois quarts de ses biens à son enfant naturel, ce

(1) Voy. *suprà*, p. 18, 78 et suiv.

qui aboutirait à donner : $\frac{3}{4} + \frac{1}{2} + \frac{3}{4} = \frac{8}{4}$, c'est-à-dire le double de son avoir.

Nous déciderons donc ici encore qu'il y a lieu de combiner et non pas de cumuler les disponibles ⁽¹⁾, et, reprenant les règles que nous avons admises plus haut comme directrices dans cette matière délicate du concours des quotités disponibles, nous poserons les principes suivants ⁽²⁾ :

1^o Le total des dispositions faites par le *de cujus*, soit en faveur de son enfant naturel, soit en faveur d'un enfant légitime ou d'un étranger, ou en faveur de son conjoint, ne peut pas excéder le disponible le plus élevé.

2^o Chaque gratifié ne peut rien recevoir au-delà de la quotité disponible qui lui est propre. En effet, les articles 913 et 914 du Code civil seraient violés si l'enfant légitime ou l'étranger recevaient une libéralité plus forte que celle dont ces articles autorisent la disposition en leur faveur. De même l'article 1094 serait violé si l'époux recevait une quotité plus forte que celle qu'autorise ce texte ; le raisonnement serait encore le même pour l'article 908 du Code civil.

3^o L'enfant naturel, de même que l'enfant légitime ou l'étranger, ne peut pas profiter de l'augmentation de quotité disponible établie par l'article 1094 en

(1) Voy. *suprà*, p. 17.

(2) Voy. Demolombe, t. 23, n^{os} 510 et suiv.

faveur de l'époux. De même, l'étranger ou l'époux ne peuvent pas bénéficier de l'augmentation de quotité disponible qui peut résulter de l'article 908 au profit de l'enfant naturel.

Nous allons rechercher les résultats que donnera l'application de ces règles dans notre matière.

On peut supposer, tout d'abord, que le disposant a laissé pour réservataires des ascendants, son père par exemple. Quel sera le résultat du concours du disponible de droit commun de l'article 914 du Code civil avec le disponible spécial de l'article 908 ? Si c'est par legs que le *de cujus* a disposé au profit de son enfant naturel, l'article 908, § 2, décide que dans ce cas la quotité disponible spéciale sera égale à la quotité disponible ordinaire. La question du concours des deux quotités disponibles ne peut donc se poser puisque, dans l'espèce, il n'y a qu'un seul disponible ; celui de l'article 914, qui est égal aux trois quarts en pleine propriété.

Si la libéralité faite au profit de l'enfant naturel avait été réalisée par acte entre vifs, la quotité disponible spéciale serait égale à la part héréditaire *ab intestat* de l'enfant naturel, c'est-à-dire aux trois quarts en propriété. Dans cette hypothèse encore, la quotité spéciale serait égale à la quotité disponible de droit commun, de telle sorte qu'il n'y a, en réalité, qu'une seule quotité, ce qui empêche encore la question du concours de se poser.

Mais, il en serait autrement, si le *de cujus* avait laissé à la fois son père et sa mère : dans ce cas, la quotité disponible de l'article 908 serait toujours égale aux trois quarts de la succession, tandis que le disponible ordinaire de l'article 914 ne serait que de la moitié. Dans ce cas, nous nous arrêterions aux solutions suivantes : si le défunt a d'abord disposé au profit d'un étranger de la moitié de ses biens, il pourra encore valablement donner à l'enfant naturel le quart qui représente l'excédent entre le disponible de droit commun et le disponible spécial de l'article 908. Mais la disposition de ce quart ne peut intervenir utilement qu'au profit de l'enfant naturel seul, elle ne saurait intervenir au profit d'un étranger, puisque nous avons admis que chaque gratifié ne peut rien recevoir au-delà du disponible qui lui est propre.

Nous déciderions donc que, si le défunt avait donné d'abord à son enfant naturel la moitié de ses biens, il ne pourrait rien donner à un étranger, en invoquant l'article 908. Ce texte, en effet, ne peut être invoqué que par l'enfant naturel en faveur duquel il a été spécialement établi.

On peut également, dans notre hypothèse, où il n'y a pour réservataires que des ascendants, faire concourir les trois disponibles de l'article 908, de l'article 914 et de l'article 1094. Dans ce cas, la complication n'est qu'apparente. Depuis la loi du 14 février 1900, le disponible entre époux se confond,

dans cette hypothèse, avec le disponible ordinaire. L'article 1^{er} de cette loi dispose, en effet : « L'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait point d'enfants ni descendants, disposer en faveur de l'autre époux, en propriété, de tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger. »

Nous avons déjà signalé l'existence de cette loi récente et les motifs qui avaient déterminé son vote par les Chambres. Nous n'avons point à y revenir (1). Il nous suffira de faire remarquer que, par suite de cette loi, il n'y a plus, dans notre hypothèse, que deux disponibles en présence : celui de l'article 908 et celui de l'article 914, avec lequel se confond, dans la circonstance, le disponible conjugal. Par suite, l'époux doit être assimilé à l'étranger, et nous rentrons ainsi dans l'hypothèse précédente.

Jusqu'ici, nous avons supposé que les réservataires étaient des ascendants, supposons maintenant que ce sont des enfants du disposant.

Le *de cujus* a laissé pour héritiers réservataires trois enfants légitimes : on peut se demander ce qu'il pourra donner à son enfant naturel, d'une part, et, d'autre part, à un étranger ou à l'un de ses enfants légitimes par préciput ; en d'autres termes, quelles seront les règles qui régiront le concours du dispo-

(1) Voy. *suprà*, p. 9, note 1.

nible de l'article 908 avec le disponible de l'article 914 ?

Si le *de cujus* a disposé par legs au profit de son enfant naturel, la quotité disponible sera celle de droit commun, sous cette seule restriction qu'il ne peut jamais dépasser une part d'enfant le moins prenant. Il n'y a donc, dans ce cas encore, qu'une seule quotité, celle de l'article 913, et, dès lors, il ne peut pas s'élever de difficultés.

Si le disposant a donné, par acte entre vifs, à un étranger ou à un enfant légitime par préciput, tout ou partie de la quotité disponible de l'article 913, il ne pourra léguer à l'enfant naturel que ce qui restera de cette quotité, et le legs sera, dans tous les cas, valable, car il ne pourra, dans ces conditions, dépasser une part d'enfant le moins prenant, la quotité disponible de droit commun ne dépassant pas, dans notre hypothèse, le quart en pleine propriété (art. 913 Code civil).

Si la disposition par donation entre vifs a été faite en premier lieu au profit de l'enfant naturel, la quotité disponible est égale à la part héréditaire *ab intestat* de cet enfant, c'est-à-dire dans l'espèce à un huitième : elle forme une partie intégrante du disponible ordinaire qui est d'un quart (article 913 Code civil) et ne peut jamais l'excéder. Il résulte, de là, que si le *de cujus* avait disposé en premier lieu au profit d'un étranger du quart de ses biens en pleine

propriété, il ne pourrait rien donner à son enfant naturel, car l'une des règles essentielles de notre matière, c'est que les disponibles ne peuvent jamais se cumuler.

Toujours par application du principe de non cumul, il faudrait décider que si le disposant a donné tout d'abord à son enfant naturel le huitième de sa succession, qui représente, dans notre hypothèse, la réserve de cet enfant, ce huitième devra s'imputer sur le disponible ordinaire, de telle sorte qu'il ne pourra plus donner à un étranger que la différence du huitième au quart, c'est-à-dire un autre huitième.

Pour compliquer notre hypothèse, nous pouvons supposer que le disposant a laissé un enfant naturel, trois enfants légitimes et un conjoint survivant, et qu'il a disposé seulement au profit de son enfant naturel et de son conjoint.

Il y a, dans ce cas, concours du disponible de l'article 908 avec le disponible de l'article 1094. Si la disposition au profit du conjoint a été faite par contrat de mariage et qu'elle porte sur l'usufruit de la moitié des biens laissés au décès, que pourra recevoir l'enfant naturel ? Par donation entre vifs, il pourrait, en règle générale, recevoir sa part *ab intestat*, c'est-à-dire le huitième de la succession, mais le peut-il dans notre hypothèse actuelle ? Nous retrouvons ici la grave controverse que nous avons examinée avec

les détails qu'elle comporte, de savoir comment il faut traiter la libéralité consistant en usufruit faite en premier lieu au profit du conjoint (1).

Nous avons vu que la Jurisprudence considère que la moitié en usufruit équivaut, en règle générale, à un quart en pleine propriété, c'est-à-dire qu'elle doit être considérée dans notre hypothèse comme absorbant le disponible ordinaire qui n'est lui-même que d'un quart en pleine propriété (2).

Nous avons décidé, en sens contraire, avec la très grande majorité des auteurs, que l'évaluation de de l'usufruit de l'époux à un quart en pleine propriété était absolument arbitraire, et qu'il y avait lieu de traiter la libéralité de la moitié en usufruit comme n'ayant pour objet que l'usufruit, et comme laissant libre par conséquent la nue-propriété de la quotité disponible de droit commun dont le conjoint n'a point disposé en réalité au profit de son conjoint (3).

Si l'on adopte notre système en vertu duquel le conjoint donateur de l'usufruit de la moitié de ses biens au profit de son époux conserve la nue-propriété de la quotité disponible de droit commun on décidera, en conséquence, qu'il a pu valablement disposer au profit de son enfant naturel de la nue-propriété de la

(1) Voy. *suprà*, p. 60 et suiv.

(2) Voy. *suprà*, p. 61 et suiv.

(3) Voy. *suprà*, p. 68 et suiv.

quotité de droit commun restée disponible dans sa succession.

Au contraire, si l'on admet avec la Jurisprudence que la libéralité de la moitié en usufruit équivaut à la disposition du quart en pleine propriété, il faudra admettre que cette libéralité a épuisé le disponible de droit commun et, comme dans notre hypothèse le disponible de l'article 908 Code civil n'est qu'une partie du disponible ordinaire, il faudra décider que ce disponible étant épuisé la donation entre vifs faite au profit de l'enfant naturel ne pourra pas s'exécuter.

La loi du 25 mars 1896 sur les droits successoraux des enfants naturels étant encore relativement récente, les auteurs et la Jurisprudence n'ont pas eu encore à se prononcer, à notre connaissance, sur la question en ce qui concerne l'enfant naturel. Mais la question est identique, pour ce qui concerne cette catégorie d'héritiers, comme pour les enfants légitimes. Elle doit donc recevoir la même solution, variable seulement suivant que l'on adopte l'un ou l'autre des deux systèmes qui partagent la doctrine et la Jurisprudence. Nous maintiendrons donc dans notre hypothèse le système que nous avons adopté plus haut et en vertu duquel la donation de la moitié en usufruit au profit du conjoint laisse disponible entre les mains du disposant la nue-propriété de la quotité disponible de droit commun (1).

(1) Voy. *suprà*, p. 67 et suivantes.

La question subsidiaire reste toutefois ici à résoudre. Dans notre espèce, la quotité disponible dont le disposant peut user vis-à-vis de son enfant naturel est de un huitième de sa succession en pleine propriété. On peut se demander si ce disposant peut donner valablement l'intégralité du quart en nue-propriété de ses biens, en alléguant que la donation de ce quart en nue-propriété n'excède pas, au point de vue de la valeur réelle, le huitième en pleine propriété dont il aurait pu disposer au profit de son enfant naturel, en l'absence de la disposition de moitié en usufruit faite précédemment au profit du conjoint.

Cette prétention nous paraît inadmissible, car il est purement arbitraire de décider que le quart en nue-propriété équivaut à un huitième en pleine propriété. Nous avons écarté le système de la Jurisprudence, parce que le système de conversion de l'usufruit en pleine propriété nous a paru complètement arbitraire, les mêmes raisons doivent nous amener à écarter la conversion d'une nue-propriété en pleine propriété. Nous déciderons donc que le disposant ne peut donner à son enfant naturel qu'un huitième de la nue-propriété disponible, l'autre huitième de cette nue-propriété pouvant d'ailleurs faire l'objet d'une disposition valable au profit d'un étranger.

Nous avons supposé, jusqu'ici, que la disposition intervenue au profit de l'enfant naturel avait été réalisée par acte entre vifs. La situation serait beaucoup

moins compliquée si la libéralité avait été réalisée par legs. En effet, l'ascendant peut alors laisser à son enfant naturel la quotité disponible ordinaire : il pourra donc laisser à cet enfant la quotité disponible dont il peut disposer au profit d'un étranger, c'est-à-dire, dans l'espèce, un quart en nue-propriété, et non pas seulement, comme dans l'hypothèse d'une donation entre vifs, un huitième de ce quart.

Les mêmes solutions seraient encore applicables si, au lieu de supposer, comme nous l'avons fait, l'existence de trois enfants légitimes, il y en avait un plus grand nombre. Dans cette hypothèse, il y aurait seulement lieu d'admettre cette restriction, inapplicable dans la précédente, que le legs fait à l'enfant naturel ne pourrait jamais dépasser une part d'enfant légitime le moins prenant (arg. art. 908, § 2, modifié par la loi du 25 mars 1896).

Enfin, on peut supposer que le disposant, qui a donné par contrat de mariage la moitié de ses biens en usufruit à son conjoint, ne laisse qu'un seul enfant légitime et en outre un enfant naturel.

Dans ce cas, la quotité disponible de droit commun se trouve réduite à un tiers plus un douzième en propriété au maximum, et il paraît certain que la nue-propriété de cette quotité pourrait valablement être donnée à un étranger. Pourrait-elle l'être également à un enfant naturel ?

Il y a lieu de distinguer à cet égard suivant que

la libéralité sera réalisée^{*} au profit de l'enfant naturel par donation entre vifs ou par legs.

S'il y a eu donation entre vifs, cette donation, en l'absence de la libéralité intervenue antérieurement au profit du conjoint, aurait pu être d'un quart en pleine propriété, mais il ne peut en être ainsi, puisqu'il ne reste plus, dans le disponible ordinaire, que de la nue-propriété et que le disponible ordinaire, étant le plus fort, ne saurait être dépassé.

On pourrait, comme nous l'avons déjà vu dans une des hypothèses précédemment examinées, prétendre que le quart en pleine propriété équivaut à la moitié en nue-propriété, et que, dès lors, l'auteur de l'enfant naturel pourra valablement lui donner la nue-propriété de ce qui reste disponible. Mais l'objection que l'on rencontre toujours contre cette solution est qu'une pareille évaluation serait purement arbitraire, et qu'elle doit être écartée comme nous avons écarté toutes les évaluations de ce genre que nous avons déjà rencontrées (1) : il y a toujours mêmes motifs de décider.

Mais si nous supposons qu'il y a eu legs, ces difficultés d'évaluation ne se rencontreront plus, car alors le disponible ouvert au profit de l'enfant naturel

(1) Evaluation de l'usufruit donné au conjoint, en pleine propriété, p. 61 ; — Evaluation du huitième en pleine propriété revenant à l'enfant naturel, en nue-propriété, p. 95, 96.

se confond avec le disponible de droit commun ; le
de cujus pourra toujours disposer au profit de son
enfant naturel du restant de la quotité disponible.

CHAPITRE V

De la Réduction

Le Code civil consacre toute une section aux règles de la réduction des libéralités excessives, la section II du chapitre III du titre des donations entre vifs et des testaments. L'article 920 pose le principe : « Les dispositions soit entre vifs, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession. » Quant aux règles de la réduction elle-même, elles varient suivant qu'il s'agit de donations entre vifs seules, de donations et de legs, ou de legs seulement.

S'il y a eu des donations entre vifs seulement, le principe fondamental de la matière est que les libéralités de cette nature doivent être réduites par ordre de dates en commençant par la plus récente. En effet, toute donation dont le chiffre réuni à celui des donations qui précèdent ne dépasse pas la quotité dispo-

nible, est faite dans les limites du droit reconnu par la loi au profit du disposant ; elle n'entame pas par conséquent la réserve et doit être maintenue.

Inversement, si nous supposons que le disposant n'a fait que des legs et pas de donation entre vifs, l'article 926 du Code civil décide que : « Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit les donations entre vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers. Tous les legs doivent donc subir une réduction proportionnelle, car tous ces legs ne produisant effet qu'au moment du décès du testateur, l'ordre des dates ne peut pas servir à déterminer la préférence entre les différents légataires.

Le Code civil, s'écartant en cela des précédents de notre ancien Droit Coutumier qui faisait porter la réduction, d'abord et jusqu'à épuisement complet, sur les légataires universels, décide qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les legs suivant leur nature. Tous doivent être par suite réduits proportionnellement, alors même que certains d'entre eux porteraient sur des corps certains : la disposition de l'article 926 du Code civil est, en effet, essentiellement impérative et n'admet aucune distinction.

Pour effectuer la réduction proportionnelle, on applique les règles suivantes : on recherche ce que

chaque légataire aurait obtenu, si tout le patrimoine du défunt avait été disponible, c'est-à-dire s'il n'avait pas laissé d'héritiers réservataires. On détermine par là quelle est la somme qui manque aux réservataires pour obtenir leur réserve complète, et on prélève cette somme proportionnellement sur le montant de chaque legs. Ainsi, supposons que le défunt laisse un enfant unique et un patrimoine de 100,000 francs nets, toutes dettes déduites : il a légué 45,000 francs à Primus et 30,000 francs à Secundus, soit en tout 75,000 francs. S'il n'y avait pas d'héritiers réservataires, chaque légataire obtiendrait le montant intégral de son legs, et il resterait en outre 25,000 francs disponibles dans la succession. Mais, comme il y a un ^e héritier réservataire, et que la réserve de cet héritier s'élève à 50,000 francs, il prélèvera les 25,000 francs qui lui sont nécessaires pour arriver à ce chiffre sur les 75,000 francs représentés par les legs. Ces 25,000 francs représentent, par rapport aux 75,000, le tiers de cette somme. Chacun des legs devra donc être réduit d'un tiers, c'est-à-dire que Primus obtiendra, en définitive, 30,000 francs, et Secundus, 20,000 francs (1).

(1) Notons, en passant, que la règle de l'article 926 est interprétative de volonté et nullement d'ordre public. Son application pourrait donc être écartée par le testateur, c'est ce qui résulte formellement de l'article 927 du Code civil, ainsi conçu : « Néanmoins, dans tous les cas où le testateur

Si l'on suppose enfin que le disposant a fait à la fois des donations entre vifs et des legs, on réduira d'abord tous les legs proportionnellement, et, si cette réduction est insuffisante, pour parfaire la réserve, on réduira les donations dans l'ordre inverse de leur date. En d'autres termes, on applique séparément aux legs d'une part, aux donations entre vifs d'autre part, les règles de réduction qui leur sont propres, en commençant par les legs qui sont les libéralités les plus récentes.

La réduction a pour effet de rendre les legs caducs pour le tout, si les dispositions entre vifs absorbent complètement la quotité disponible (art. 925 Code civil), pour partie seulement dans le cas contraire (arg. art. 926 Code civil).

En ce qui concerne les donations entre vifs, le droit du donataire atteint par la réduction est résolu pour le tout ou pour partie, suivant que le montant de la donation est inférieur ou supérieur à ce qui manque à l'héritier pour obtenir sa réserve complète.

La réduction entraînant la résolution du droit du donataire sur tout ou partie du bien donné, entraîne corrélativement l'anéantissement de tous les

aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu et le legs qui en sera l'objet ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale. »

droits qu'il pourrait avoir sur ce bien : *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*. L'article 929 Code civil déduit une application de cette règle, en décidant que : « les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire. »

Ce que la loi dit des charges réelles, établies sur le bien donné, est applicable *a fortiori* aux aliénations dont ce bien a pu faire l'objet ; elles seront résolues et la revendication devra être admise au profit de l'héritier réservataire contre l'acquéreur ou ses ayants cause, sous la seule restriction importante qu'indique en ces termes l'article 930 du Code civil : « L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente. »

Il résulte de ce texte qu'en cas d'aliénation du bien donné, l'héritier réservataire ne peut agir contre les tiers détenteurs qu'en cas d'insolvabilité dûment constatée du donataire : par suite, si ce donataire est solvable, le réservataire doit se contenter d'une somme d'argent représentative de la valeur du bien,

ou de la portion de ce bien nécessaire pour compléter la réserve.

Notons enfin, comme limitation aux effets de la résolution provenant de la réduction, la règle posée par l'article 928 Code civil, qui dispose : « Le donataire restituera les fruits de ce qui excèdera la quotité disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année, sinon du jour de la demande. »

Telles sont, sommairement exposées, les règles de la réduction. La question qui se pose et qui nous ramène directement à notre sujet est de savoir si ces règles générales sont applicables dans le cas du concours des quotités disponibles spéciales avec la quotité disponible de droit commun, ou encore, en l'absence de concours, à la quotité spéciale entre époux envisagée seule. Il y a là deux hypothèses distinctes que nous devons étudier séparément.

SECTION I

L'époux donateur n'a disposé qu'au profit de son conjoint

Si le conjoint donateur n'a point fait en même temps de disposition au profit d'un étranger, mais que les libéralités qu'il a faites exclusivement au profit de son conjoint excèdent la quotité disponible spéciale de l'article 1094, les libéralités faites dans ces conditions seront réductibles à cette quotité, conformément au droit commun. Il y aurait donc lieu d'appliquer à la réduction à intervenir les règles ordinaires que nous ayons rapidement exprimées plus haut, sur la manière dont doit s'opérer la réduction, sur ses effets (1), etc. Les auteurs s'accordent à admettre cette solution (2). L'application des principes généraux suffit, en effet, pour régler, d'une façon très suffisante, toutes les difficultés que peut soulever la réduction de la libéralité faite au profit du conjoint seul.

(1) Voy. *suprà*, p. 103 et suiv.

(2) Sic. Aubry et Rau, t. VII, § 690, p. 270 ; Laurent, t. XV ; n° 372.

Il est cependant un cas qui s'est présenté en pratique, et au sujet duquel s'élève une difficulté assez sérieuse : c'est le cas où la libéralité faite au profit du conjoint ne porte pas sur une quote-part du patrimoine du disposant, comprenant à la fois les meubles et les immeubles. Ainsi, un mari qui laisse des enfants a légué à sa femme la propriété de ses meubles et l'usufruit de ses immeubles : La question qui se pose en pratique est de savoir comment il faudra procéder pour opérer la réduction de cette disposition excessive.

Dans une hypothèse qui fut soumise à la Cour d'Appel de Caen, la valeur des meubles légués en pleine propriété était d'un huitième de la succession et la valeur des immeubles des sept autres huitièmes : dans une succession de 80.000 francs par exemple, la valeur des meubles représente 10.000 francs et la valeur des immeubles 70.000 francs.

Quatre systèmes ont été proposés pour résoudre la difficulté que présente dans ce cas la réduction. Dans un premier système, on décide qu'il faut attribuer à l'époux donataire le quart en pleine propriété et le quart en usufruit de tous les biens de la succession, soit meubles, soit immeubles.

En faveur de cette solution, on prétend que la disposition excessive doit être ramenée dans la limite du disponible le plus étendu, et qu'il faut laisser au conjoint le maximum de ce qu'il peut recevoir, c'est-

à-dire un quart en pleine propriété et un quart en usufruit (art. 1094 Code civil) (1).

Ce système nous paraît absolument inacceptable, car il est arbitraire et ne tient aucun compte de la volonté du disposant : le donateur a clairement indiqué les biens qu'il voulait laisser en usufruit à son conjoint et ceux qu'il voulait lui laisser en pleine propriété, pourquoi changer du tout au tout la proportion qu'il a établie et la ramener au maximum prévu par la loi, dont il n'a point voulu, puisqu'il a disposé de ses biens dans une proportion différente ?

Pour justifier le système que nous combattons, on a invoqué l'article 917 aux termes duquel : « Si la disposition, par acte entre vifs ou par testament, est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve auront l'option ou d'exécuter cette disposition ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible. »

Ce texte, qui autorise la conversion en donation de propriété d'une donation en usufruit excessive, présente un caractère tout à fait exceptionnel qui doit faire restreindre son application à l'hypothèse spéciale en vue de laquelle il a été édicté. Il ne saurait donc être étendu à la matière toute particulière des donations entre époux. On peut ajouter que cette

(1) Sic. Trib. Civ. de Vire, 11 mai 1861. S. 62,2.362,

application est même impossible, car il ne suffit pas, dans notre hypothèse, de convertir une donation en usufruit en donation de propriété, il faut encore convertir une donation de propriété en donation d'usufruit.

En effet, pour appliquer sainement le système du Tribunal de Vire, il nous semble qu'il faut faire table rase de la disposition primitive et dès lors on peut soutenir que le huitième en propriété qui avait été légué est transformé, qu'il perd son individualité et se t s'imputer aussi bien sur le quart en usufruit que sur le quart en pleine propriété.

Dans un second système, on fait porter la réduction, séparément et distributivement, sur les meubles et sur les immeubles. En conséquence, dans l'espèce de l'arrêt de Caen, cité plus haut, on attribuerait au légataire un quart en propriété et un quart en usufruit sur les meubles, ce qui représente le maximum disponible quand on veut donner la propriété, et sur les immeubles la moitié en usufruit, ce qui représente également le maximum disponible quand on ne veut donner que l'usufruit. Ainsi, pour reprendre les chiffres indiqués plus haut, sur une succession de 80,000 francs, comprenant 10.000 francs de meubles et 70,000 francs d'immeubles, le legs de la propriété du mobilier et de l'usufruit de la totalité des immeubles devrait se réduire de la façon suivante : on attribuerait au conjoint survivant la propriété du

quart des meubles, soit 2.500 francs, l'usufruit d'un autre quart et la moitié de l'usufruit des immeubles. En définitive, le conjoint après la réduction aurait la pleine propriété de 2.500 francs de mobilier, l'usufruit sur 2.500 francs de mobilier et un autre usufruit sur 35.000 francs d'immeubles (1).

Ce système est assez séduisant : il conserve, en effet, à la donation son caractère primitif, et tient compte des intentions du conjoint donateur en faisant porter proportionnellement, et suivant la mesure fixée par lui, la réduction sur les meubles et sur les immeubles.

Mais il se heurte à cette objection très grave qu'il distingue deux masses dans le patrimoine du disposant, et opère simultanément deux réductions distinctes contrairement à la disposition fondamentale du Code civil qui n'admet qu'une seule masse et qu'un seul mode de réduction. La réduction, dispose « en effet l'article 922, se détermine en formant une masse de tous les biens existant au décès du donateur ou du testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donation entre vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard

(1) Voy. en faveur de cette opinion, Bertauld, *Revue pratique*, 1862, t. XIII, p. 187 et suiv.

à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer. »

Ce système proposé par M. Bertauld viole manifestement cette unité de masse et de réduction prévue par l'article 922. D'autre part, il méconnaît également la volonté du disposant, en ne donnant pas contrairement aux dispositions du legs tout le mobilier en propriété, alors que cependant, dans la limite fixée par le donateur, la libéralité en propriété peut s'exécuter.

Dans un troisième système, soutenu par l'avocat général Forjas, devant la Cour d'Appel de Caen (1), on respecte la disposition portant sur la propriété des meubles tant qu'elle ne dépasse pas le quart de la succession et on limite ensuite la disposition en usufruit au quart des immeubles.

Cette solution serait encore acceptable dans le cas où la libéralité, ayant pour objet la propriété des meubles, équivaldrait au quart de la succession; alors il serait à la fois juridique et équitable de réduire, dans les termes mêmes de l'article 1094 Code civil, la libéralité en usufruit en un autre quart.

Mais, dans la pratique, les espèces ne se présentent pas toujours avec cette simplicité. Ainsi, pour reprendre l'espèce soumise à la Cour de Caen, le legs de la propriété des meubles ne représente qu'un

(1) Conclusions sous l'arrêt de Caen, précité.

huitième de la succession, soit 10.000 francs pour une succession de 80.000 francs. Dès lors, avec le système actuel de réduction, le conjoint ne se trouverait recevoir en propriété qu'une valeur inférieure au quart de la succession en pleine propriété. Le quart de la succession est, en effet, de 20.000 francs, il ne peut recevoir que 10.000 francs. Mais comme, d'autre part, la libéralité en usufruit ne peut dépasser le quart en usufruit, ce système aboutit, lorsque la disposition en pleine propriété n'équivaut pas à un quart de la succession en pleine propriété, à empêcher le conjoint de recevoir l'intégralité de son disponible. Dans l'espèce, en effet, il ne recevra que 10.000 francs en propriété et 20.000 francs en usufruit portant sur les immeubles, alors que l'article 1094 lui donne droit à 20.000 francs en propriété et 20.000 francs en usufruit. Il y a là un résultat à la fois arbitraire et illégal. En effet, si la libéralité en usufruit faite au profit du conjoint ne peut excéder un quart, c'est du quart des biens pris dans la masse qu'il s'agit, et c'est en outre à la condition expresse qu'un autre quart des biens ait déjà été donné en pleine propriété ; en décider autrement, c'est priver l'époux de la part à laquelle il a intégralement droit, par application de l'article 1094 Code civil.

Enfin, dans un dernier système consacré par l'arrêt déjà cité de la Cour de Caen, on décide que le legs doit s'exécuter intégralement quant aux meubles,

puisque par hypothèse, ils ne représentent en valeur que le huitième de la succession en pleine propriété, alors que le testateur aurait pu valablement disposer du quart. Quant aux immeubles, l'usufruit donné devra être réduit aux trois huitièmes de la masse totale : deux huitièmes tout d'abord, ou un quart que le disposant aurait pu donner en usufruit, même si les meubles donnés en propriété représentaient la valeur du quart, et un huitième pour compenser, en usufruit sur les immeubles, ce qui manque dans les meubles pour arriver au quart en propriété, dont pouvait disposer le testateur.

Dans ce système, et en raisonnant toujours sur la succession de 80.000 francs, que nous avons supposée jusqu'ici, le conjoint survivant pourrait prendre tous les meubles qui représentent le huitième de la succession, soit 10.000 francs, plus un usufruit à valoir sur trois autres huitièmes de la succession, soit 30.000 francs. Dans ces trois huitièmes, deux, soit 20.000 francs, représentent le quart en usufruit qui pouvait valablement être donné au conjoint par application de l'article 1094. Quant à l'autre huitième de 10.000 francs, il représente le huitième qui pouvait être donné en pleine propriété et qui ne l'a pas été (1).

(1) Caen, 14 mai 1862, S. 62.2.361, D. 62.2.209 ; Sic. Demolombe, t. XXIII, n° 546 ; Brillaudelle, *Revue Pratique*, 1862, t. XIII, p. 505 et suiv.

C'est à ce dernier système que nous nous rallierons sans hésitation : c'est, en effet, celui qui nous paraît le mieux respecter à la fois et la loi et la volonté du disposant. Il maintient son effet à la disposition en pleine propriété faite par le disposant, et il compense par une attribution d'usufruit la différence entre le taux de cette disposition et le maximum disponible en pleine propriété autorisé par la loi.

D'autre part, la loi se trouve pleinement respectée. Dans l'espèce que nous avons toujours supposée, en ne donnant qu'en usufruit le huitième qui pouvait être donné en pleine propriété, on reste très largement dans les limites de l'article 1094, et d'autre part, on respecte pleinement la disposition de l'article 922 du Code civil qui veut que la quotité disponible se calcule sur l'ensemble des biens réunis en une seule masse. La solution consacrée en définitive par la Cour de Caen nous paraît donc à la fois la plus juridique et la plus conforme aux intentions du disposant.

C'est aussi celle à laquelle la Jurisprudence s'est ralliée au moins partiellement. Ainsi il a été jugé, dans le sens de notre doctrine, que le legs fait par un époux à son conjoint de la pleine propriété de son mobilier et de la jouissance de ses immeubles doit, en cas d'existence d'enfants, être réduit, quant au legs de la propriété du mobilier, jusqu'à concurrence, non du quart de la succession mobilière, mais du

quart de la valeur de tous les biens héréditaires, meubles et immeubles, et que c'est vainement qu'on objecterait que le mobilier ayant été seul légué en pleine propriété, le quart disponible en toute propriété, entre époux ayant des enfants, doit être calculé exclusivement sur ce mobilier (1). Cet arrêt applique notre doctrine en ce qu'il admet, comme nous, le principe de l'unité de masse, consacré par l'article 922 Code civil, mais il s'en écarte en ce qu'il ne respecte pas très bien la volonté exprimée du disposant, et transforme éventuellement un legs de mobilier en un legs partie mobilier et partie immobilier.

À ce point de vue, la doctrine qu'il consacre nous paraît très critiquable. Le testateur n'a entendu disposer que de la propriété de son mobilier, c'est méconnaître singulièrement sa volonté que de faire comprendre à ce legs obligatoirement le quart de la succession en pleine propriété, et pour arriver à ce résultat, de faire porter le legs sur la propriété des meubles et d'immeubles à la fois.

En réalité, dans l'espèce de l'arrêt, pour appliquer sainement la doctrine que nous avons admise, le legs du mobilier aurait dû être exécuté dans sa teneur même, c'est-à-dire que s'il dépassait le quart en pleine propriété, il aurait dû être réduit à ce quart, et que s'il ne le dépassait pas, il aurait dû être exécuté

(1) Cass., 28 mai 1862, S. 62.1.881, D. 62.1.214.

pour sa valeur, sauf à le compléter pour la différence entre sa valeur et le quart, par un supplément en usufruit portant sur les immeubles. Ainsi, supposons une succession de 120.000 francs et l'espèce prévue par l'arrêt : disposition du mobilier en pleine propriété, disposition en usufruit pour le surplus des biens immeubles. Si la valeur du mobilier égale exactement 30.000 francs, soit le quart de la succession en pleine propriété, l'usufruit des immeubles devra être réduit à un autre quart (art. 1094 Code civil), sur ce point il ne peut pas y avoir de difficulté.

Mais, supposons que la valeur du mobilier n'égale que la moitié du quart en pleine propriété, soit 15.000 francs ; nous déciderons en pareil cas, dans notre doctrine, que la différence entre la valeur du mobilier et le quart de la succession en pleine propriété devra être comblée par un supplément d'usufruit de 15.000 francs, à prendre sur les immeubles. La Cour de Cassation procède différemment : elle attribue au légataire 15.000 francs en pleine propriété, à prendre sur des immeubles, et en cela, elle viole, nous semble-t-il, les intentions du testateur qui n'a disposé au profit de son conjoint, en toute propriété, que de son mobilier, et aucunement de ses immeubles.

SECTION II

L'époux donateur a gratifié à la fois son conjoint et des étrangers

§ 1^{er}. — De la réduction dans le cas de concours du disponible spécial entre époux, soit avec le disponible de droit commun (art. 913 et 914), soit avec le disponible de l'article 908 Code civil.

Lorsque l'époux donateur a gratifié à la fois son conjoint et un étranger, il y a deux hypothèses à prévoir : il faut distinguer suivant que les deux libéralités ont été consécutives ou simultanées.

Si elles ont été consécutives, c'est-à-dire réalisées par des actes de donation entre vifs successifs, il n'y a aucune difficulté. Il n'y a à appliquer dans cette hypothèse que les principes généraux en vertu desquels les legs doivent être réduits avant les donations entre vifs (art. 926 Code civil) et les donations entre vifs successivement, en commençant par les plus récentes (art. 923 Code civil).

Mais si l'époux a fait plusieurs legs, ou encore plusieurs donations entre vifs par le même acte, nous rentrons dans l'hypothèse de l'article 926, c'est-à-dire

dans celle où la réduction devra être proportionnelle au montant de chaque libéralité, c'est alors que de très graves difficultés apparaissent. En effet, la règle de l'article 926, en vertu de laquelle la réduction dans cette hypothèse doit être proportionnelle, doit être combinée avec le principe d'après lequel le supplément en usufruit ajouté par l'article 1094 au disponible ordinaire ne peut profiter qu'à l'époux survivant, et ne fait pas partie, en ce qui concerne les autres donataires ou légataires, de la quotité disponible. C'est là la source de profondes modifications aux règles générales de la réduction. Plusieurs systèmes ont encore été proposés sur cette question.

D'après un de ces systèmes, il faudrait commencer par évaluer en pleine propriété toutes les dispositions faites par le *de cujus*, aussi bien celles en usufruit que celles en propriété ; de la sorte, on forme une masse composée de libéralités de même nature, ce qui est la condition nécessaire de toute réduction, et puis, une fois cette masse formée, la réduction se fait au marc le franc. Ainsi supposons qu'un disposant ayant trois enfants a donné à son époux un quart en propriété et un quart en usufruit, et à un de ses enfants, par préciput, un quart en propriété, il faudrait rechercher ce que représente en pleine propriété le montant des dispositions cumulées au profit du conjoint et de l'enfant, et une fois cette détermination faite, réduire les deux légataires proportionnellement à l'impor-

tance respective de leur legs. Toullier qui a soutenu ce système dit à ce sujet : « Quant au mode de réduction, lorsque les deux donations cumulées sont excessives, si elles ont été faites par acte entre vifs, la réduction doit porter d'abord sur les legs, puis sur la dernière donation suivant la règle générale. Si les dispositions excessives faites en faveur d'un époux et d'un étranger ou d'un enfant ont été faites par le même testament ou par différents testaments, la règle générale établie par l'article 926 est que la réduction doit être faite au marc le franc... » (1)

Par exemple, si, dans l'espèce, le défunt a laissé un patrimoine de 48.000 francs, on procéderait dans ce système de la façon suivante : on évaluerait le quart en usufruit laissé au conjoint à la moitié de sa valeur en propriété, ce qui représenterait, par rapport à la valeur de la succession, un legs total de 18.000 francs, on additionnerait à ce chiffre de 18.000 francs le chiffre de 12.000 francs qui représente la valeur du legs du quart en propriété fait à l'enfant précipitaire, et sur le total de 30.000 francs, ainsi obtenu, on opérerait une réduction proportionnelle à l'importance respective des deux legs laissés au conjoint et à l'enfant, ce qui aurait pour résultat de réduire le legs fait à l'enfant à 7.200 francs, et le legs fait au conjoint à 10.800 francs (2).

(1) Toullier, t. V, n° 872.

(2) Voy. en faveur de cette opinion Toullier, *op. et loc. cit.*, Grenier, t. IV, n° 585.

Ce système présente selon nous deux défauts essentiels qui doivent le faire écarter. Tout d'abord, il implique dans tous les cas la conversion de l'usufruit en pleine propriété, et nous avons déjà vu bien souvent combien ces conversions sont arbitraires et dangereuses. D'autre part, il méconnaît complètement la nature différente des deux disponibles en leur appliquant un procédé de réduction unique. En effet, admettre l'étranger, qui ne peut recevoir qu'un quart en propriété, sur le même pied que l'époux qui peut recevoir un quart en propriété et un quart en usufruit, c'est favoriser illégalement l'étranger et lui maintenir, pour partie dans la réduction proportionnelle, ce qu'il n'est pas en droit de recevoir d'après les règles de la quotité disponible de droit commun (article 913 Code civil). C'est là un vice radical qui condamne absolument ce système, car les règles de la quotité disponible et de la réserve sont d'ordre public, et un réservataire ne peut jamais réclamer et obtenir au-delà de sa réserve, par le moyen de l'action en réduction.

Delvincourt a senti le vice de ce système, aussi enseigne-t-il que l'on doit «... regarder les deux donataires comme concourant entre eux jusqu'à concurrence de la quotité disponible qui leur est commune, le surplus appartenant à celui en faveur duquel la plus grande disponibilité a été établie (1).

(1) Delvincourt, t. II, p. 436.

Ainsi, en supposant encore qu'un époux père de trois enfants a, par testament, donné à sa femme un quart en propriété et un quart en usufruit, et à l'un de ses enfants un autre quart en pleine propriété, on dit, dans le système que nous exposons : la femme pourrait recevoir à elle seule le quart en propriété et le quart en usufruit, et l'enfant ne pourrait recevoir que le quart en propriété. Cet enfant n'a aucun droit au quart en usufruit qui dépasse la quotité qui lui est particulière : ce quart en usufruit sera donc prélevé au profit de la femme qui seule y a droit, et une fois ce prélèvement opéré, les deux légataires concourront proportionnellement sur le quart en propriété.

Si, par exemple, le patrimoine du défunt s'élève à 48.000 francs et qu'on estime hypothétiquement le quart en usufruit à la moitié de sa valeur en pleine propriété, la femme obtiendra d'abord 6.000 francs pour elle seule ; puis, par la réduction proportionnelle, elle obtiendra sur le quart en pleine propriété, qui est de 12.000 francs, 7.200 francs, soit un total de 13.200 francs, et l'enfant n'obtiendra en tout que 4.800 francs.

L'exemple que nous venons de donner fait ressortir le défaut inhérent à ce système. Il part de ce principe très exact, que l'on doit mettre en dehors de la réduction, pour l'attribuer exclusivement à celui des gratifiés qui en est exclusivement investi, la part

de disponible qui n'existe pas pour l'autre. C'est là un résultat que l'on ne peut qu'approuver, mais le défaut du système est, une fois le droit d'usufruit du conjoint liquidé, de tenir compte encore de cet usufruit pour déterminer la part du conjoint dans le quart en propriété. Ainsi, on commence à évaluer le quart en usufruit du conjoint dans l'exemple donné plus haut à 6.000 francs. Il semble que ce droit d'usufruit étant ainsi liquidé, il ne devrait plus en être question. Il reparaît au contraire, quand il s'agit de déterminer la part du conjoint dans le quart en propriété et il a pour résultat de lui faire attribuer 2.400 francs de plus qu'à l'enfant préciputaire. En d'autres termes, l'époux, en venant concourir sur le disponible de droit commun pour un chiffre qui comprend son quart d'usufruit déjà évalué, reçoit deux fois pour la même cause, ce qu'il est absolument impossible d'admettre (1).

Aussi nous rallierons-nous, dans cette question, au système consacré par la Jurisprudence, et que l'on peut résumer de la façon suivante : lorsqu'il y a lieu à réduction en cas de concours du disponible spécial entre époux et du disponible de droit commun, l'époux a le droit de prélever avant tout ce qui forme par rapport à lui un disponible spécial inaccessible à

(1) Voy., en faveur de notre opinion, Marcade sur l'article 1100, n° 4.

l'autre gratifié. Ensuite, sa part se trouvant diminuée d'autant, les deux libéralités ne se trouvent avoir pour objet que la propriété et peuvent, par suite, être réduites sans difficulté, proportionnellement à l'article 926 Code civil.

C'est dans un arrêt du 4 janvier 1869 (1) que la Cour de Cassation a formulé nettement son système, dans l'espèce suivante : une femme avait donné par contrat de mariage, à son mari, l'usufruit de la totalité de ses biens. Elle laissait à son décès un seul enfant et, par deux testaments, elle avait déjà fait des legs en propriété à son mari et à des étrangers. Les libéralités faites dans ces conditions excédaient à la fois le disponible de l'article 913 et celui de l'article 1094 ; de là débat entre les légataires des deux testaments sur la question de savoir s'il fallait appliquer l'article 926 en concours de ces différentes dispositions.

Le pourvoi soutenait que la réduction devait être faite conformément à ce texte, sauf à arrêter la proportionnalité au profit de l'époux à la limite fixée par l'article 1094, mais l'Avocat général rejeta ce mode de procéder par les raisons suivantes : « ... Sans doute, disait-il, l'article 926 dispose que dans le cas où les libéralités testamentaires excéderont soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations

(1) Cass. 4 janv. 1869, S 69.1.145, D. 69.1.10.

entre vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers. Mais cet article, en disposant ainsi, suppose que tous ceux qui prendront part aux biens héréditaires ont tous des droits égaux sur les valeurs qui sont mises en distribution. Dès lors, il est tout naturel que l'on forme une seule masse de tous les biens et que chacun des légataires vienne sur cette masse au marc le franc et au prorata de son legs. Mais cette disposition cesse évidemment d'être applicable lorsque, comme dans l'espèce, parmi les légataires, il y en a qui ont droit à tout le disponible et d'autres qui n'ont droit qu'à une partie de ce disponible. Dans ce cas, ceux qui ne peuvent prendre part qu'à une partie de ce disponible ne peuvent pas exercer leur marc le franc sur les biens placés par la loi en dehors et au-delà de leur droit. Il faut nécessairement alors, comme la Cour d'Orléans l'a jugé, que la partie du disponible qui ne peut être attribuée qu'à certains légataires appartienne exclusivement à ceux-ci... » La Cour de Cassation s'est ralliée à ce système, exposé par l'Avocat général, et l'a consacré dans son arrêt de 1869. Comme nous l'avons donc déjà dit, en cas de concours des deux disponibles, l'époux gratifié a le droit de prélever sur la masse ce qui forme par rapport à lui un disponible réservé, puis, ce prélèvement opéré, il vient en concours pour la propriété avec l'étranger sur

la portion du patrimoine du *de cujus* restant disponible.

Ainsi, si nous supposons que le disposant ayant trois enfants a donné à son époux un quart en propriété et un quart en usufruit, et à l'un de ses enfants par préciput un quart en propriété, l'époux devra prélever d'abord, sur la succession, le quart en usufruit, et ce quart devra porter sur la réserve. Puis, pour le quart en propriété, il sera traité comme un donataire ordinaire, viendra par conséquent en concours avec l'enfant, et obtiendra la moitié du quart en propriété, soit un huitième de la succession. Dans une succession de 80.000 francs, par exemple, l'époux prélèvera d'abord sur la masse un quart en usufruit de 20.000 francs, destiné à le remplir de sa réserve spéciale. Puis, sur les 20.000 francs qui représentent la quotité disponible de droit commun, il viendra en concours avec l'enfant pour moitié, c'est-à-dire pour 10.000 francs. Il recevra donc, en définitive, 20.000 francs en usufruit et 10.000 francs en pleine propriété.

Ce système présente l'avantage de conserver à chaque disponible son caractère distinctif, et de permettre, par conséquent, d'attribuer à chaque gratifié une part du disponible proportionnelle à la quotité disponible établie en sa faveur ; d'autre part, il accorde aux dispositions du *de cujus* le maximum d'effets qu'elles comportent. A tous ces points de vue,

il nous paraît bien supérieur à tous les autres qui ont été proposés ; c'est en sa faveur que se prononcent la Jurisprudence et la très grande majorité des auteurs (1). Ajoutons qu'il rend beaucoup plus rares les estimations d'usufruit, toujours fort arbitraires, et qu'occasionnent très souvent les systèmes précédemment exposés. Il faut cependant faire remarquer que, s'il les rend beaucoup plus rares, il ne les supprime pas : ainsi, en supposant que le disposant, père de trois enfants, ait légué à son époux l'usufruit de la moitié de ses biens, et à l'un de ses enfants par préciput la propriété d'un quart, l'époux prélèvera, comme dans l'hypothèse précédente, le quart en usufruit portant sur la réserve des enfants, qui forme un disponible spécial. Puis il viendra concourir avec son enfant, sur le disponible de droit commun, pour un autre quart en usufruit. Mais, pour arriver à la réduction proportionnelle de l'article 926, l'évaluation de l'usufruit en propriété s'impose, afin que l'on puisse appliquer, aux deux libéralités, une commune mesure.

Jusqu'ici, nous avons supposé que la personne gratifiée concurremment avec le conjoint, était un étranger, parent légitime ou non du *de cujus*, auquel

(1) Cass., 4 janvier 1869 précité ; Boutry, *op. cit.*, nos 497 et 504 ; Coin-Delisle, 1094, n° 18 ; Marcadé, sur l'article 1100, n° 4 ; Aubry et Rau, t. VII, § 689, p. 270 ; Demolombe, t. XXIII, nos 540 et 541.

ce dernier avait laissé la quotité disponible de droit commun (article 913 et 914 Code civil).

Les mêmes règles seraient évidemment applicables dans le cas où le gratifié venant en concours avec le conjoint serait un enfant naturel du *de cujus*. Nous avons vu (1) que, depuis la loi du 25 mars 1896 sur les droits successoraux des enfants naturels, le disponible créé par cette loi, au profit de cette catégorie d'héritiers, varie selon que la disposition est une donation entre vifs, ou une donation testamentaire (article 908 Code civil).

Dans le premier cas, le disponible se détermine d'après le droit successoral *ab intestat* de l'enfant naturel et varie par suite selon le nombre et la qualité des héritiers légitimes du disposant (articles 758 et suivants Code civil).

Dans le second cas, ce disponible se confond avec la quotité disponible ordinaire, sous cette restriction toutefois, que la part de l'enfant naturel ne peut jamais être supérieure à une part d'enfant légitime le moins prenant.

Si le défunt, ayant par exemple trois enfants légitimes et un enfant naturel, a disposé au profit de son conjoint du quart en propriété et du quart en usufruit, et en outre, par legs au profit de son enfant naturel, du quart de ses biens, comme lui en donne

(1) Voy. *suprà*, p. 85 et suiv.

le droit l'article 908, il y aura lieu d'appliquer à la réduction, dans cette hypothèse, purement et simplement les mêmes règles que celles que nous avons admises, dans le cas où il s'agissait d'un bénéficiaire de la quotité disponible de droit commun en concours avec le conjoint.

Dans le système que nous avons adopté, l'époux a le droit de prélever, avant toute réduction, ce qui constitue par rapport à lui un disponible particulier, le disponible en usufruit. Puis, une fois cette opération faite, toutes les libéralités sujettes à réduction ne se trouvant avoir pour objet que la propriété, on procède à la réduction proportionnelle conformément à l'article 926 du Code civil.

L'application de ces règles, dans le cas où le conjoint se trouve en présence d'un enfant naturel, ne saurait présenter plus de difficultés que dans le cas où il se trouve en présence d'un gratifié étranger : nous n'insisterons donc pas davantage, tout ce que nous avons dit plus haut devant s'appliquer ici *mutatis mutandis*.

§ 2. — De la réduction dans le cas de concours de trois disponibles

Pour exposer avec plus de simplicité et de clarté les règles de la réduction dans le cas de concours des disponibles, nous avons toujours supposé jusqu'ici qu'il

n'y avait en présence que deux disponibles : le disponible spécial entre époux d'une part et, d'autre part, ou le disponible de droit commun (articles 913 et 914 du Code civil), ou le disponible spécial à l'enfant naturel (article 908 Code civil).

On peut compliquer l'hypothèse et supposer, par exemple, que le *de cujus*, père de trois enfants légitimes, a laissé à son conjoint le maximum du disponible spécial, c'est-à-dire un quart en pleine propriété et un quart en usufruit, à un étranger le disponible de droit commun, c'est-à-dire un quart en propriété et, en outre, à son enfant naturel, son disponible spécial qui, si la disposition est faite par donation entre vifs concomitante aux dispositions précédentes, sera de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime (arg. art. 758 et 908 Code civil combinés).

Par suite, probablement, de la date relativement récente de la loi du 25 mars 1896 qui, la première, a créé dans notre législation un disponible spécial au profit des enfants naturels, il n'est pas encore intervenu, à notre connaissance, des décisions judiciaires faisant l'application des règles de la réduction dans cette hypothèse, que les auteurs n'ont point encore étudiée non plus. La complication nous paraît toutefois plus apparente que réelle, et il nous semble que les règles de la réduction, telles que nous les avons exposées dans le cas de concours

de deux disponibles seulement (1), doivent trouver leur application dans le cas de concours des trois disponibles. Pour reprendre l'hypothèse faite plus haut, admettons, en effet, que le *de cujus* a laissé au profit de chacun des bénéficiaires l'intégralité de leur disponible spécial : au conjoint, un quart en propriété et un quart en usufruit ; à un étranger le quart en pleine propriété, à l'enfant naturel la moitié du quart, qui constitue son disponible spécial. Toutes ces libéralités sont de même nature et ont pour objet la propriété, à l'exception seulement du quart en usufruit laissé au conjoint. Pour ramener toutes ces libéralités à une commune mesure et conserver au profit du conjoint la faveur spéciale que lui accorde la loi en permettant de l'avantager d'un quart en usufruit et d'un quart en pleine propriété, nous admettons, conformément au système de la Jurisprudence, que nous avons adopté, que l'époux aura le droit de prélever, avant toute opération de réduction, le quart en usufruit qui constitue son disponible spécial, et qui, à raison même de sa nature devra être prélevé sur la réserve. Puis pour le quart en propriété, il sera traité comme un donateur ordinaire et entrera par suite en concours avec l'étranger et l'enfant naturel pour partager avec eux la quotité disponible proportionnellement à l'im-

(1) Voy. *suprà*, p. 85 et suiv.

portance de leurs libéralités respectives. Le système consacré par l'arrêt de la Cour de cassation du 4 janvier 1869 (1) trouve ici une application naturelle et logique, et permet seul, dans ce cas comme dans les précédents, de conserver à la quotité disponible du conjoint son caractère spécial, sans compromettre les droits des autres gratifiés.

(1) Cass. 4 janvier 1869, S. 69.1.145, D. 69.1.10.

VU :

Le Professeur Président de la Thèse,
LAISNÉ DES HAYES.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

BIBLIOGRAPHIE

- GRENIER, *Traité des Donations et des Testaments*, t. III.
- DELVINCOURT, *Cours de Code civil*, t. II.
- TOULLIER, *Droit Civil français, suivant l'ordre du Code*, t. V.
- DURANTON, *Cours de Droit français*, t. IX.
- COIN-DELISLE, *Commentaire du Livre III, titre 2 du Code civil*.
- BENECH, *De la Quotité disponible entre Epoux*.
- TROPLONG, *Traité des Donations et des Testaments*, t. IV.
- PROUDHON, *De l'Usufruit*, t. I.
- MARCADÉ, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique du Code civil*, t. IV.
- AUBRY et RAU, *Cours de Droit Civil français*, t. VII.
- DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, t. XXIII.
- LAURENT, *Principes de Droit Civil*, t. XV.
- ZACHARIOE, *Cours de Droit Civil français*, t. IV.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *Traité des Donations entre vifs et des Testaments*.
- BOUTRY, *Des Donations entre Epoux*.
- MOURLON, *Répétitions écrites sur le Code civil*, t. II.
- GUILHON, *Traité des Donations entre vifs*.
- POUJOL, *Traité des Donations entre vifs et des Testaments*.
- RIVIÈRE, *Donations et Testaments*.
- SAINTESPÈS-LESCOT, *Des Donations entre vifs et des Testaments*.

- BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *De la Portion de Biens disponibles.*
- BOUTRY-BOISSONNADE, *Essai sur l'Histoire des Donations entre Epoux.*
- FRETTEL, *De l'Inviolabilité de la Réserve légale.*
- LAUTH, *De la Quotité disponible entre Epoux.*
- LEVASSEUR, *Portion disponible ou Traité de la Portion des Biens dont on peut disposer.*
- VERNET, *De la Quotité disponible.*
- BONNET, *Des Dispositions par Contrat de Mariage et Des Dispositions entre Epoux.*
- VAZEILLE, *Résumé et Conférence des Commentaires du Code civil sur les Successions, Donations et Testaments.*
- FENET, *Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil, t. XII.*
- REQUIER, *Revue historique du Droit français et étranger*, 1864, p. 97 et suiv.
- VALETTE, *Journal Le Droit*, du 11 mars 1846.
- DELANGLE, *Conclusions devant la Cour de Cassation*, sous Cass. 18 nov. 1840, S. 41.1.90.
- MESNARD, *Rapport devant la Cour de Cassation*, sous Cass. 20 déc. 1847, D. 48.1.14
- MARCADÉ, *Revue Critique*, t. III, 1853, p. 562 et suiv.
- PONT, *Revue de Législation*, 1842, t. XVI, p. 211 et suiv.
- MOLINIER, *Revue du Droit français et étranger*, 1842, t. IX, p. 10 et suiv.
- BALOT, *Revue du Droit français et étranger*, 1847, t. IV, p. 420 et suiv.
- MARCADÉ, *Revue Critique*, t. II, 1852, p. 202 et suiv.
- BERTAULD, *Revue Pratique*, 1862, t. XIII, p. 487 et suiv.
- BRILLAUDELLE, *Revue Pratique*, 1862, t. XIII, p. 505 et suiv.
- PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, p. 890 et suiv.

DIVISION

	PAGES
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Non cumul des quotités disponibles	15
CHAPITRE II. — Du concours des quotités disponibles des articles 913 et 914 Code civil d'une part, 1094 et 1098 d'autre part.....	21
SECTION I. — Le disponible ordinaire est supérieur au disponible entre époux.....	24
SECTION II. — Le disponible spécial entre époux est supérieur au disponible ordinaire.....	38
§ 1. — La disposition faite en faveur de l'étranger est antérieure en date	39
§ 2. — La disposition en faveur de l'étranger et celle en faveur du conjoint sont concomitantes.	45
§ 3. — La disposition faite en faveur de l'étranger est postérieure en date à la disposition faite en faveur du conjoint.....	52
a) La disposition faite au profit de l'époux avait pour objet la propriété.....	52
b) La libéralité faite au profit du conjoint, en premier lieu, consiste en usufruit seulement...	60

CHAPITRE III. — Concours des deux disponibles des articles 1094 et 1098 Code civil.....	77
CHAPITRE IV. — Concours du disponible admis par la loi du 25 mars 1896 par rapport aux enfants naturels avec le disponible des articles 913 § 1 ^{er} et 914 d'une part, 1094 et 1098 d'autre part..	83
CHAPITRE V. — De la réduction.....	103
SECTION I. — L'époux donateur n'a disposé qu'au profit de son conjoint.....	109
SECTION II. — L'époux donateur a gratifié à la fois son conjoint et des étrangers.....	120
§ 1. — De la réduction dans le cas de concours du disponible spécial entre époux, soit avec le disponible de droit commun (articles 913 et 914), soit avec le disponible de l'article 908 Code civil.....	120
§ 2. — De la réduction dans le cas de concours des trois disponibles.....	131
BIBLIOGRAPHIE.....	135

